

Réunion de haut niveau de l'OMC sur le développement durable: les agendas de l'environnement et du développement ne concordent pas toujours

L'OMC a organisé, mi-mars, deux symposium de haut niveau, l'un sur le commerce et l'environnement, l'autre sur le commerce et le développement. Au nombre des participants, figuraient de hauts responsables gouvernementaux et des missions à Genève ainsi que des représentants des organisations intergouvernementales et de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires. Le rapport ci-dessous tente de résumer les points les plus spécifiques exprimés par les participants concernant le commerce et l'environnement et le commerce et le développement.

Trois thèmes sont revenus de façon persistante tout au long de ces symposium: le regret que deux réunions distinctes aient été tenues au lieu d'une seule sur le développement durable; la nécessité impérieuse d'une plus grande cohérence des politiques gouvernementales et entre institutions intergouvernementales; et la nécessité d'une évaluation approfondie des impacts du cycle d'Uruguay, avant que l'on ne s'engage dans un nouveau cycle élargi de libéralisation des échanges. Toutefois, les gouvernements ont tiré profit de ces réunions pour réitérer leurs positions à propos du prochain cycle de négociations de l'OMC.

Le consensus de Rio loin d'être matérialisé

De nombreux participants tant des gouvernements que de la société civile, se sont dits déçus du fait que les symposium se sont penchés séparément sur l'environnement et le développement, et qu'ils ont ainsi très peu fait pour dissiper la méfiance des pays en développement qui voient dans 'le commerce et l'environnement' essentiellement un agenda du Nord, en concurrence avec l'agenda 'du commerce et du développement' du Sud. Ils ont noté que l'incapacité des pays industrialisés à remplir leurs «engagements de Rio» avait suscité le scepticisme quant à leur sérieux dans la promotion d'un développement durable.

Les transferts nécessaires de ressources financières et de technologies en direction des pays en développement – estimés, lors du Sommet de la Terre de Rio, à 125 milliards de dollars américains par an – ne se sont même pas partiellement matérialisés. Plutôt que d'introduire l'environnement à l'OMC 'par la porte de service', l'Equateur et la Malaisie ont appelé les pays industriels à réexaminer leurs engagements au titre de l'Agenda 21, adopté à Rio. De nombreux intervenants ont noté que l'élimination de la pauvreté serait la plus grande contribution au développement durable à travers le monde et que le consensus de Rio reposait sur le principe que les pays avaient 'des responsabilités communes mais différenciées' pour restaurer l'écosystème de la terre, au vu de leurs différentes contributions à la dégradation globale de l'environnement.

La crainte de voir l'environnement 'rentrer par la porte de service' de l'OMC s'est confirmée dès l'ouverture quand Renato Ruggiero, Directeur général de l'OMC, a préconisé l'établissement d'une Organisation mondiale de l'environnement: 'un système multilatéral similaire pour l'environnement, fondé sur des règles, devant être une contrepartie institutionnelle et juridique de l'Organisation mondiale du commerce'. Beaucoup ont cependant estimé qu'une plus grande cohérence dans la prise de décision en matière d'environnement et de commerce serait mieux réalisée par une coordination accrue entre les responsables des

politiques environnementales, économiques et commerciales, à la fois au sein des gouvernements et à travers les institutions internationales existantes. Dans un tel contexte, le Directeur exécutif du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement), Klaus Töpfer, a mis l'accent sur le nouveau mandat de son organisation qui est 'd'assumer un rôle clé pour l'environnement et le commerce' et a déclaré qu'il explorait les modalités d'une coopération institutionnelle accrue entre l'OMC et le PNUE. D'autres intervenants, dont le Canada, le Centre international pour le droit de l'environnement, l'Union européenne, la Finlande, la Conférence internationale des unions de libre-échange et Worldwide Fund for Nature ont préconisé d'intégrer les préoccupations de développement durable au discours de tous les groupes de négociation du 'cycle de négociations de Seattle'.

Demandes d'évaluation

Un grand nombre de gouvernements des pays en développement ont préconisé une évaluation des avantages attendus et réels du cycle d'Uruguay avant de démarrer de nouvelles négociations. Ils ont souligné que les disparités de revenus entre les nations et en leur sein s'étaient accentuées, et que la plupart des nations étaient toujours confrontées à la misère. Plus d'un milliard de personnes étant privées des services de base, tels que l'hygiène, l'eau potable, le logement et l'éducation.

Dans une déclaration conjointe, Cuba, la République Dominicaine, le Honduras, l'Indonésie et le Pakistan ont déclaré: 'Nous ne disons pas que le commerce est responsable de la situation décourageante du développement. Ce que nous affirmons, c'est que cette situation existe dans le contexte d'une libéralisation accrue des échanges. Et qu'en conséquence, il y a une nécessité manifeste d'examiner de façon critique le rôle que tient le régime du commerce mondial dans le développement'. Avec l'Inde, l'Egypte et de nombreux autres pays en développement, ils ont regretté que tous les membres de l'OMC n'aient pas accepté leur demande 'de vérification empirique des avantages escomptés du cycle d'Uruguay' par le Secrétariat de l'OMC.

Plusieurs ONG ont demandé une étude des impacts environnementaux et sociaux de l'Uruguay. Nombre d'entre elles, parmi lesquelles Third World Network, The Research Foundation for Science, Technology and Ecology et Friends of the Earth, ont préconisé un moratoire sur la libéralisation future au moins jusqu'à ce que l'on ait procédé à l'évaluation du cycle d'Uruguay et que l'on ait rectifié ses effets négatifs.

Bien que n'ayant pas soutenu cet appel à retarder d'autres pourparlers en vue de la libéralisation jusqu'à ce que l'on ait analysé le cycle d'Uruguay, certains pays industriels – et plus particulièrement les Etats Unis, l'Union européenne et le Canada – ont déclaré qu'ils effectueraient une étude concernant l'impact probable du futur cycle de négociations sur le développement durable.

Sommaire

Réunion de haut niveau de l'OMC	1
Les enjeux d'environnement et de développement pour l'Afrique	3
La société Civile conteste le nouveau cycle de négociations	5
Les mesures commerciales des accords environnementaux et celles de l'OMC	12
Nouvelles des partenaires	18
Calendrier et ressources documentaires	20

Cohérence des politiques et synergies entre le commerce et le développement durable

Liens entre le commerce et l'environnement: Le Vice-ministre du Mexique pour les négociations commerciales internationales, Luis la Calle, a cru bon de mettre en garde

Suite à la page 2

Réunion de haut niveau de l'OMC (suite de la page 1)

contre un 'nouveau type d'alliance' regroupant certains membres de la communauté des écologistes d'une part, et des 'groupes protectionnistes qui cherchent à saper la libéralisation des marchés mondiaux' d'autre part. Il s'est élevé contre les tentatives d'atteindre de haut niveau de protection environnementale à travers l'agenda du commerce, arguant du fait que l'harmonisation des normes environnementales ne contribuerait pas de façon significative à 'niveler le terrain' entre les entreprises nationales et étrangères, mais creuserait davantage l'écart entre le Nord et le Sud.

Sir Leon Brittan, Commissaire au commerce de l'Union européenne, a déclaré qu'une nouvelle interprétation ou 'même un amendement du texte' des règles de l'OMC pourrait être nécessaire pour prendre en compte les mesures commerciales prises au titre des Accords environnementaux multilatéraux (AEM). Le Canada a également préconisé une 'déclaration interprétative' pour clarifier les relations entre les règles de l'OMC et les AEM. Sir Leon a incité les membres à se mettre d'accord, formellement ou de façon informelle, pour ne pas soulever de litiges au titre de l'OMC contre des actions prises en application des AEM et qui bénéficient d'un large soutien des membres.

La plupart des pays en développement ont convenu que les accords environnementaux multilatéraux offraient la meilleure protection contre les mesures unilatérales. Ils ont toutefois souligné qu'aucun différend impliquant des mesures commerciales prises en application des AEM n'avait été porté devant l'OMC et que les règles et les pratiques existantes accorderaient aux pays suffisamment de latitude pour adopter et maintenir des politiques nationales légitimes. 'S'il n'y a rien de cassé, à quoi bon réparer ?' a demandé un délégué indien.

Un représentant japonais du monde des affaires a déclaré qu'il pourrait y avoir des conflits dans l'avenir : ainsi, les nouvelles réglementations en matière de pollution pour les véhicules automobiles adoptées pour atteindre les objectifs de réduction des émissions au titre du Protocole de Kyoto pourraient mener à des différends à l'OMC si les pays exigeaient que les voitures importées se conforment aux normes.

David Runnalls de l'International Institute for Sustainable Development (IISD) et Daniel Esty de Yale University ont incité l'OMC à prendre en compte de façon urgente la question de la discrimination commerciale fondée sur les procédés et les méthodes de production (PMP) non liés aux produits. Nombreux sont ceux qui ont estimé que l'article XX du GATT – qui permet aux pays de prendre des mesures contraire à d'autres règles commerciales à des fins environnementales ou de santé publique – devait être modifié pour prendre en compte les PMP.

Les points de vue de la société civile n'ont toutefois pas été unanimes : la US National Manufacturers' Association a déclaré que la discrimination commerciale fondée sur les PMP ne pouvait être justifiée que lorsqu'elle était autorisée au titre d'un Accord environnemental multilatéral. Dans une allusion voilée au Protocole relatif à la prévention des risques biotechnologiques, elle a déclaré 'qu'une dérogation' pour l'OMC ne devait être étendue qu'à des AEM reposant sur 'des preuves scientifiques solides' et prenant spécifiquement en compte les préjudices environnementaux transfrontières.

Sir Leon Brittan a mis l'accent sur la différence entre les mesures unilatérales prises par un Etat pour rejeter les méthodes de production d'un autre Etat au nom de critères 'subjectifs et arbitraires' et l'adoption de 'normes internationales sur une méthode de production particulière ou sur l'utilisation d'une substance particulière, telle que les Chloro Fluo Carbone (CFC). Les Etats-Unis ont noté que le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire Crevette-Tortue démentait l'idée selon laquelle les mesures fondées sur les PMP étaient *a priori* interdites au titre des règles de l'OMC, bien que le rapport ait clairement établi que ces mesures doivent répondre aux règles du système du commerce qui protègent contre les abus. La Malaisie et le Mexique, entre

autres, ont soutenu le point de vue de l'Inde selon lequel 'dans la mesure où les pratiques de production ne s'intègrent pas au produit même, toute exigence imposée dans le pays d'importation serait non seulement inutile pour la protection de l'environnement mais serait également restrictive pour le commerce, ce qui en ferait donc un obstacle évitable au commerce'. La Malaisie, le Mexique, le Pakistan, la Thaïlande et les Philippines se sont également opposés à toute modification de l'article XX.

Principes scientifiques contre principe de précaution: Outre les PMP, une nouvelle question controversée semble poindre à l'horizon en ce qui concerne le commerce et l'environnement : le principe de précaution. Ce principe est généralement évoqué pour justifier les mesures de protection

La question la plus importante que la communauté internationale doit prendre en compte pour faciliter un développement durable, est celle de l'allègement de la pauvreté. Un accès accru aux marchés entraînerait davantage de ressources qui peuvent promouvoir le développement durable en étant orientées vers la protection de l'environnement à travers des politiques internes appropriées.

Intervention indienne au symposium de haut niveau sur le commerce et l'environnement

prises en l'absence d'une pleine certitude scientifique, telle que les risques potentiels pour la santé associés à un pesticide. L'Union européenne a plaidé en faveur d'une clarification et d'un élargissement du principe de précaution dans le contexte de l'OMC, tout en obtenant l'assurance que le principe ne serait pas invoqué de façon abusive. Tout en convenant que les pays avaient le droit de prendre des mesures provisoires de protection au nom du principe de précaution, les Etats-Unis ont insisté sur le fait que les mesures de protection sanitaires et phytosanitaires (SPS) devaient, par-dessus tout, reposer sur 'le bien-fondé de la science'.

A ce jour, l'OMC a condamné l'interdiction d'importation de bœuf aux hormones de croissance imposée par l'Union européenne, l'embargo australien sur le saumon du Pacifique, et les exigences japonaises en matière d'analyses pour les variétés de fruits, au motif que ces mesures n'étaient pas appuyées par des preuves scientifiques. La question prendra probablement de l'importance s'il est fait appel à l'OMC pour établir des règles ou résoudre des différends commerciaux impliquant des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Selon un responsable américain du commerce, au cours d'un point de presse durant les réunions de l'OMC, en l'absence d'un Protocole relatif à la prévention des risques biotechnologiques, le commerce des OGM devrait être traité au titre des règles de l'OMC, 'et pour cela, nous espérons que les règles de l'OMC établiront un type d'équilibre et prendront un type de décision respectant les préoccupations environnementales ainsi que les préoccupations commerciales'.

L'American Farm Bureau a déclaré que le protocole relatif à prévention des risques biotechnologiques était contraire aux intérêts de l'agriculture des Etats-Unis et que l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires fournissait déjà une instance pour prendre en compte les questions de santé et de sécurité. D'autres associations d'affaires américaines ont également mis en garde contre 'une trop grande dépendance vis-à-vis du principe de précaution'.

Les pays en développement ont fait part de leurs préoccupations en ce qui concerne le recours à des normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) ou à des réglementations techniques comme mesures protectionnistes déguisées. Ils estiment qu'il faudrait davantage de transparence et de flexibilité dans leur définition et dans leur application, ainsi qu'une assistance technique accrue devant les accompagner afin de garantir que les normes SPS n'imposent pas des obstacles non tarifaires inutiles aux pays en développement et aux pays les moins avancés.

Synergies entre le commerce et le développement durable : La plupart des intervenants ont convenu que des synergies étaient possibles mais nullement automatiques entre la libéralisation des échanges, la protection de l'environnement et le développement durable. Arguant du fait que le monde du commerce perdait rapidement l'appui de la société civile, David Runnalls de l'IISD a déclaré qu'il fallait fournir des efforts pour convaincre les citoyens ordinaires que la libéralisation des échanges pouvait mener à des avancées réelles en matière de développement durable. Un autre intervenant

(suite à la page 15)

Les enjeux d'environnement et de développement du prochain cycle de négociations de l'OMC pour les pays africains

Solagral

Libéralisation des économies africaines : un bilan très mitigé

La libéralisation des économies africaines engagée depuis le début des années 1980 dans le cadre des programmes d'ajustement structurel a été renforcée par la mise en place de l'accord de Marrakech, conclusion du Cycle de l'Uruguay du GATT. Couplée à la mise en place de normes de production et de consommation, cette libéralisation a eu pour effet d'ériger le marché mondial comme principal déterminant des dynamiques de production et de consommation des économies nationales.

Pourtant, malgré un effort de libéralisation sans précédent, les économies africaines ne sont pas sorties de la crise. En Afrique subsaharienne, le modèle exportateur s'est axé sur la spécialisation à l'exportation de produits de base. Les produits primaires totalisent environ 80 % des exportations de l'Afrique (dont environ 27 % de produits agricoles, 17 % de minerais et métaux et 36 % de pétrole) alors que ce pourcentage est tombé à 45 % pour l'ensemble des pays en développement (PED). Cette tendance a eu pour effet de renforcer la marginalisation de cette région dans les échanges mondiaux. Les exportations de l'Afrique subsaharienne représentent désormais moins de 2 % des volumes des livraisons mondiales. De plus, les prix des matières premières n'ont cessé de baisser par rapport à ceux des produits manufacturés. La dégradation des termes de l'échange en Afrique subsaharienne est constante depuis la fin des années 1970 : elle est estimée à 3% par an sur la période 1981-1994, soit une perte de revenu en terme de pouvoir d'achat d'importations évaluées à 0,75% du PIB par an.

Les grands pôles agro-exportateurs

(en % du total des exportations agricoles mondiales, 1996)

Régions	% des exportations mondiales*	% des échanges intra-zones
Europe occidentale	42	75
Amérique du Nord	19	24
Asie	19	63
<i>Sous-total</i>	<i>80</i>	<i>-</i>
Amérique latine	11	18
Afrique	4	12
Moyen-Orient	1	33
Europe centrale, orientale, États baltes et CEI	4	22

* commerce intra-zones compris

Source: Gatt, 1997

Préférences commerciales et accès aux marchés des pays développés

Les préférences tarifaires accordées aux pays africains n'ont pas non plus suffi à rendre les produits de base africains plus compétitifs. Le tarif moyen appliqué par les pays de l'OCDE à trente deux pays africains les moins avancés est de 0,9 %. Pour les pays ACP, la Convention de Lomé offre un accès privilégié à leurs exportations sur le marché européen. De fait, la quasi-totalité des exportations ACP entrent sur le marché européen en franchise de droits (100% pour les produits industriels, 95% pour les produits agricoles). Or, plus de 80 % des exportations africaines alimentent les marchés des pays développés et ces livraisons restent dépendantes du marché européen à hauteur de 46% environ. Le recul de l'Afrique dans le commerce mondial par rapport à d'autres exportateurs ne peut donc être imputé à des difficultés d'accès aux marchés des pays développés. Néanmoins, les per-

tes de marges préférentielles consécutives aux accords du Gatt pourraient accentuer les pertes de parts de marché des exportations ACP sur les marchés des pays développés, et entraînerait, à moyen terme, des réductions de recettes d'exportation.

Droits appliqués par les pays développés sur l'ensemble des produits industriels en provenance des pays en développement

	avant le cycle d'Uruguay	après le cycle d'Uruguay
produits bruts	2,1 %	0,8 %
produits semi-finis	5,4 %	2,8 %
produits finis	9,1 %	6,2 %

Source: OMC.

La renégociation de Lomé porte aussi sur les dispositions commerciales. L'union européenne souhaite remplacer les préférences sur le marché européen par des accords de libre-échange. Cela signifie l'ouverture des pays ACP à la quasi-totalité des exportations européennes. Cette proposition comporte un certain nombre de risques pour les agricoles ACP :

Les contraintes internes de l'offre limitent les capacités de réaction des économies ACP à la concurrence européenne. Certains secteurs jusqu'ici protégés (industries naissantes, secteurs prioritaires, etc.) pourraient être en danger faute de compétitivité. C'est notamment le cas pour les produits alimentaires où l'impact pourrait être particulièrement négatif si les conditions de concurrence ne sont pas loyales. Ainsi en est-il des produits agricoles européens qui bénéficient de subventions à l'exportation et pour lesquels les producteurs reçoivent des aides au revenu (céréales, viande bovine, concentré de tomates, etc.).

l'ouverture des frontières pourrait remettre en cause le processus lent de reconquête des marchés vivriers nationaux et régionaux.

En mettant en avant la spécialisation productive des pays suivant leurs avantages comparatifs, la proposition européenne risque de conduire à une spécialisation accrue des agricultures ACP dans les cultures d'exportation.

Une libéralisation commerciale trop rapide côté ACP mettrait en péril des pans entiers d'activités économiques et les populations les plus vulnérables seraient les premières touchées. Elle réduirait aussi les recettes fiscales, qui servent à financer les secteurs sociaux.

Les protocoles banane, viande bovine et rhum seraient probablement abandonnés, mettant notamment en péril les économies caribéennes très dépendantes de la culture bananière.

(suite à la page 4)

Cet article est extrait du document préparatoire du séminaire régional tenu à Grand-Bassam (Côte d'Ivoire), du 6 au 8 avril 1999 sur le thème : Commerce international, environnement, et développement: enjeux et perspectives pour le continent africain. Solagral est une organisation non gouvernementale de droit français, agissant principalement dans la recherche dans les domaines de l'agriculture durable, de l'environnement et du commerce international. Elle agit en partenariat avec de nombreuses organisations du sud. Solagral: parc scientifique agropolis, bâtiment 4, 34397 Montpellier Cedex 5. Tél: 33-4-99 23 22 80, fax: 4-99 23 24 60, Email: solagral@ensam.inra.fr

Les enjeux d'environnement et de développement (suite de la page 3)

Tant sur le volet coopération au développement que sur le volet commercial, les enjeux de la négociation en cours sont donc considérables pour les économies africaines.

Les pays africains et l'enjeu environnemental des négociations commerciales

L'intégration des pays africains à l'économie mondiale passe par la diversification de leurs exportations, l'amélioration de leur compétitivité et la recherche de nouveaux débouchés. Or, les Pays en développement craignent que de nouveaux obstacles ne sapent leurs efforts d'intégration, en particulier, de nouvelles formes de protectionnisme vert qui s'instaureraient dans les pays industrialisés. En effet, l'accès aux marchés peut être influencé par l'alourdissement des coûts qu'entraîne la mise aux normes environnementales des produits ou des procédés de production. Des résistances existent également au Nord, en particulier dans le secteur agricole et agro-industriel.

On peut citer deux exemples: 1) Les pesticides dont la consommation croît dans les pays en développement alors qu'elle stagne dans les pays développés. Les producteurs du Nord cherchent donc de nouveaux débouchés au sud. 2) Les subventions agricoles qui favorisent la surexploitation des ressources naturelles.

Le thème du commerce et de l'environnement s'est traduit dans l'accord de Marrakech par la mise en place d'un Comité Permanent. Le programme de travail du Comité traite de sujets intéressants directement les pays africains. Les prescriptions en matière d'éco-étiquetage et d'emballage représentent des barrières pour les exportations africaines qui ne feront que se renforcer dans l'avenir.

Le développement rapide des écolabels est une autre préoccupation pour les exportations de matières premières ou de produits transformés. Ces écolabels touchent cette fois aux méthodes de production. Ainsi se développent des conserves de poisson (dolphin safe), des produits de coton (garantis sans pesticides), des bois ou produits du bois issus de forêts gérées selon certains critères de gestion durable. De façon croissante les organisations écologistes choisissent les éco-labels plutôt que l'embargo commercial pour protéger des ressources naturelles ou des espaces. Les pays africains doivent prendre en compte cette évolution et être partie prenante du débat pour éviter que les éco-labels se multiplient de façon anarchique ou discriminante contre certains produits ou pays.

Dans la mise en œuvre de l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP), les pays en développement bénéficient d'exemptions spécifiques et limitées dans le temps. Les normes sur les MSP nationales sont souvent moins contraignantes que les normes internationales et nécessitent des ajustements parfois importants des méthodes de production. Sans cela, l'accès aux marchés des pays développés pour les exportations agricoles des pays en développement pourra s'en trouver limité. L'enjeu pour les pays africains consiste à mettre leurs législations nationales en conformité avec l'accord sur les MSP et éviter que ne se développent pas des normes dont le seul objectif serait la protection du marché intérieur.

Compte tenu de l'importance croissante des normes sur les MSP dans la régulation des échanges, il est essentiel que les pays africains participent pleinement aux instances qui les élaborent, à savoir le Codex alimentarius, l'office international des épizooties et la Convention internationale sur la protection des obtentions végétales; comme pour l'OMC, le système de vote est régi par le principe (un pays, une voix). Mais pour cela, ils doivent renforcer considérablement leur expertise. Les nouvelles normes en matière de produits de la pêche par exemple consistent en un texte de plus de 400 pages.

Un autre sujet de discussion à venir sera celui des subventions à la production dans le domaine agricole. En dépit des réductions annoncées des aides à la production et à la commercialisation, l'accord agricole libéralise finalement peu, et de façon graduelle, les échanges agricoles de produits tempérés,

les échanges de produits tropicaux étant déjà largement libéralisés. Sur les marchés mondiaux, d'importants volumes d'exportation de produits tempérés pourront encore être subventionnés. Ces subventions peuvent conduire à une surexploitation des ressources naturelles très préjudiciable à moyen et long terme. C'est déjà le cas dans de nombreuses zones de pêche ou d'exploitation forestière. Il y a la une forme de dumping écologique qui ne pourra être longtemps ignorée par l'OMC.

Négociations sur la propriété intellectuelle : quelle reconnaissance de la richesse biologique du continent africain ?

L'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle relatifs au commerce (ADPIC) oblige les États à mettre en conformité les législations nationales à des niveaux de protection souvent plus élevés. Il élimine la possibilité qu'avaient les pays ACP d'exclure certains types de produits ou de procédés de la brevetabilité, sur la base de l'intérêt public, de la sécurité nationale, de la santé et de l'alimentation, principalement dans les secteurs des produits alimentaires, chimiques et pharmaceutiques. L'accord sur les ADPIC ne reconnaît pas les savoirs traditionnels ni les droits des agriculteurs, en particulier les privilèges liés à la réutilisation des semences. Les conséquences sont une augmentation du coût d'accès et d'usage des intrants (technologies, semences, etc.) avec les versements de redevances et les rapatriements de bénéfices à l'étranger.

L'accord sur les ADPIC prévoit une période transitoire d'un an pour les pays développés, de cinq ans pour les pays en développement et de onze ans pour les PMA. En attendant la mise au point de leur cadre législatif, tous les pays doivent accepter les dépôts de brevets et garantir la commercialisation exclusive des produits pharmaceutiques et chimiques pour l'agriculture. Cet accord est actuellement sujet à réexamen. Il s'agit notamment de revoir les exemptions aux règles de l'accord pour les brevets sur les semences, les micro-organismes et le vivant en général.

Jusqu'à maintenant en effet, l'ADPIC autorisait les États à exclure de la brevetabilité les plantes ou les animaux autres que les micro-organismes, et les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux. Mais ils doivent trouver les moyens de protéger les variétés végétales soit par le système des brevets, soit par un système national spécifique, dit sui generis. Les pays développés, les États-Unis en particulier, cherchent à vider cette clause de son contenu afin d'élargir au maximum le champ de la brevetabilité. Pour ces pays où se trouve la quasi-totalité des entreprises de biotechnologie, l'enjeu consiste à la recherche de nouvelles parts de marché avec la mise en place de normes internationales de concurrence. Cela passe par le renforcement des droits via les brevets, le contrôle des technologies avancées et la garantie du libre accès aux ressources génétiques.

Le fait que l'accord soit réexaminé n'a pas incité beaucoup de pays à mettre en place les législations nationales requises. L'Inde, très active à l'encontre de cet accord, les Philippines, la Thaïlande et le pacte andin sont néanmoins en train d'élaborer une législation nationale. L'Organisation de l'Unité africaine (OUA) a également produit pour ses membres un modèle de législation nationale de système sui generis. Simultanément au réexamen de l'ADPIC en 1999 et 2000, des réunions sont donc prévues au niveau de la Convention sur la diversité biologique (notamment la Conférence des Parties en 2000), de la FAO (réunion de la Commission sur les ressources génétiques en 1999), du Codex alimentarius, et de l'OMS (assemblée générale en 2000).

L'harmonisation des différents traités constitue une entraide stratégique essentielle pour les pays africains. La reconnaissance de leurs richesses en matière de biodiversité, l'exploitation de ces richesses, la distribution des bénéfices liés à leur propriété et à leur usage, la reconnaissance des savoirs traditionnels et du droit des agriculteurs, seront largement conditionnés par les législations choisies en matière de protection brevet, UPOV, système sui generis.

Perspectives

Bien qu'aucune échéance ou négociation ne soit pour le moment prévue, le
(suite à la page 17)

OMC: des voix s'élèvent en faveur d'un nouveau cycle de "rééquilibrage" et non d'une libéralisation accrue

Alors que les membres de l'OMC se disputent encore âprement l'identité du nouveau Directeur Général, les préparations en vue de la troisième conférence ministérielle (programmée entre le 30 novembre et le 3 décembre) ont été suspendues. La réunion informelle de la Session Spéciale du Conseil Général qui devait se dérouler la première semaine de mai a été annulée, et aucune nouvelle date n'a encore été retenue. Malgré le manque d'activité, les fonctionnaires des Gouvernements et les ONG continuent à formuler leurs opinions sur ce dont la prochaine conférence ministérielle et les discussions sur le commerce pour le prochain Millénaire devrait porter.

Les responsables indiens du commerce ont exprimé leur opposition quant à un nouveau cycle de négociations tant que les déséquilibres économiques causés par les accords actuels ne seront pas rectifiés. Dans le journal de Bangkok, Martin Khor, directeur de Third World network, une ONG malaisienne, mettait en garde les pays en développement contre les accords recherchés par les pays du Nord sur la politique de la concurrence, l'investissement et la procuration, qui pourraient sérieusement affecter leurs intérêts économiques et contraindre l'habileté de leurs gouvernements à réguler et créer leurs propres ressources.

Entre-temps, plus de 500 ONG du monde entier travaillant dans divers domaines ont signé une déclaration contenant des propositions pour les prochains pourparlers qui devraient débiter à la réunion ministérielle de Seattle. Cette déclaration des membres de la société civile internationale s'opposant à de nouvelles négociations globales de commerce est contre «toute autre négociation de libéralisation, en particulier contre de nouvelles négociations du régime de l'OMC» et appelle plutôt à «une revue globale et

en profondeur des accords existants» dans le but de les réformer. Selon ces ONG, une telle revue devrait porter sur «l'impact des mesures de l'OMC sur les communautés marginalisées, le développement, la démocratie, l'environnement, la santé, les droits humains, les droits du travail et les droits de la femme et des enfants» (voir ci-dessous).

Aux Etats-Unis, le club Sierra et la National wildlife federation ont publié en avril dernier un Livre Blanc résumant la proposition qui donnerait à l'administration Clinton le pouvoir de négocier en procédure d'urgence des questions commerciales («fast track») tout en s'assurant que les objectifs environnementaux et sanitaires ne soient laissés pour compte. Ce pouvoir de négociation en procédure d'urgence permettrait à l'administration Clinton d'amener au Congrès les accords négociés de libre échange pour un vote sans débats. L'octroi de ce pouvoir est crucial pour la crédibilité des Etats-Unis lors des négociations puisque leurs partenaires commerciaux seraient peu disposés à négocier avec eux si un travail ardu venait à être sous estimé par le Congrès américain.

Parmi d'autres, le Livre Blanc appelle à l'élimination de toutes subventions qui fausseraient les règles du commerce et mettraient en danger l'environnement. Il appelle aussi à l'adoption du principe de précaution - principe utilisé afin de permettre la prise de mesures environnementales et sanitaires faute de preuves scientifiques. Ce principe - souvent cité dans les politiques environnementales internationales - est le même que celui que les européens ont utilisé pour justifier les restrictions sur les graines et produits alimentaires génétiquement modifiés, qui est la source de différends entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Déclaration des membres de la société civile opposés à un Round du millénaire et à un nouveau cycle de négociations commerciales globales

Près de 500 organisations du Sud comme du Nord ont élaboré et signé une déclaration pour dénoncer les tentatives d'élargissement du rôle de l'OMC ainsi que la tenue d'un nouveau cycle de négociations multilatérales, sans évaluation de l'impact des accords existants. Voici le texte de cette déclaration:

En novembre 1999, les gouvernements du monde entier se réuniront à Seattle pour la troisième Conférence ministérielle de l'OMC. Nous, soussignés, membres de la société civile internationale, nous opposons à tout effort visant à élargir les pouvoirs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à travers un nouveau cycle de négociation de libéralisation des échanges. Les gouvernements devraient plutôt réexaminer et corriger les carences du système et du régime même de l'OMC. Les accords du cycle d'Uruguay et la création de l'OMC devaient contribuer à accroître la création de richesse et à promouvoir le bien-être de toutes les populations des Etats membres. En réalité, l'OMC a contribué au cours des cinq dernières années à la concentration de la richesse dans les mains de quelques privilégiés; à l'appauvrissement croissant de la majorité de la population mondiale; et à des modes de production et de consommation incompatibles avec un développement durable.

Les accords du cycle d'Uruguay ont principalement servi à ouvrir de forcer les marchés au profit des entreprises transnationales, au détriment des économies nationales, des travailleurs, des agriculteurs et d'autres populations ainsi qu'aux dépens de l'environnement. En outre, le système de l'OMC, ainsi que ses règles et ses procédures sont antidémocratiques et peu transparentes et ont contribué à marginaliser la majeure partie de la population du monde. Tout ceci a eu lieu dans un contexte d'instabilité économique mondiale croissante au niveau mondial, d'effondrement des économies nationales, d'accroissement des inégalités tant entre les nations qu'à l'intérieur des états et de dégradation des conditions sociale et environnementale croissante, suite à l'accélération du processus de mondialisation.

Les gouvernements qui dominent l'OMC et les entreprises multinationales qui ont profité du système de l'OMC ont refusé de reconnaître et de prendre en compte ces problèmes. Ils poussent au contraire à une libéralisation accrue et à l'introduction de nouveaux thèmes à l'OMC. Ceci ne contribuera qu'à exacerber la crise liée au processus de mondialisation à l'OMC.

Nous nous opposons à toutes négociations visant à une libéralisation accrue des échanges, en particulier dans les domaines qui ne feront qu'accroître le champ d'application de l'OMC, tels que l'investissement, la politique de la concurrence et les marchés publics. Nous nous engageons à faire campagne pour rejeter toute proposition de ce type. Nous nous opposons également à l'Accord sur les aspects de la propriété intellectuelle touchant au commerce (Accord sur les ADPIC).

Nous appelons à un moratoire sur toute nouvelle question ou sur toutes autres négociations qui étendraient le champ d'application et le pouvoir de l'OMC. Au cours de ce moratoire, il convient de réexaminer en profondeur et de mener une évaluation globale des accords existants. Des mesures effectives devraient être prises pour modifier les accords. Ce réexamen devrait prendre en compte l'impact de l'OMC sur les communautés marginalisées, le développement, la démocratie, l'environnement, la santé, les droits de l'homme, les droits du travail et les droits des femmes et des enfants. Cette évaluation doit être menée avec la pleine participation de la société civile.

L'échec de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) démontre une large opposition publique à la déréglementation de l'économie mondiale, à une domination croissante des transnationales et à une intensification de l'exploitation des ressources et de la dégradation de l'environnement. Un réexamen du système offrira à la société une opportunité pour changer de cap et développer un système international alternatif, durable et humain de relation en matière de commerce et d'investissement.

Préparatifs en vue de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC

Les préparatifs en vue de la troisième Conférence ministérielle progressent lentement à un moment où les membres de l'OMC s'enlisent dans leur désaccord sur le choix d'un nouveau Directeur Général. La réunion informelle de la Session spéciale du Conseil Général, le 12 avril, prévue pour durer deux jours, n'a pris qu'une demi-journée, traduisant ainsi le fait que les priorités se trouvent actuellement ailleurs.

En conséquence, peu de recommandations ont été avancées. Celles qui l'ont été ont porté essentiellement sur des questions liées à la mise en œuvre des engagements actuels du cycle d'Uruguay et sur les questions déjà prévues pour faire l'objet de négociations en 1999 (ce que l'on appelle programme incorporé, couvrant essentiellement l'agriculture, les services et le mémorandum d'accord du règlement des différends).

Le Pakistan a présenté une communication détaillée mettant l'accent sur le fait que la mise en œuvre restrictive par les pays en développement de leurs engagements concernant les textiles et l'agriculture, associée au large recours à des mesures commerciales correctives (telles que les sauvegardes et les mesures antidumping) et au maintien des subventions, n'avaient permis qu'un accroissement minimal de l'ouverture des marchés tout en renforçant les inégalités dans la concurrence entre pays développés et pays en développement.

Pour les deux secteurs, le Pakistan a plaidé en faveur de la mise en œuvre complète des accords, tant dans l'esprit que dans la lettre. Le Pakistan a maintenu sa position de ne pas fournir de raisons en faveur d'un nouveau cycle global de négociations commerciales en s'abstenant de façon explicite de demander la réouverture des négociations sur l'Accord sur les textiles et les vêtements et a menacé de bloquer tous pourparlers futurs sur la libéralisation dans le secteur de l'agriculture, à moins que les déséquilibres perçus ne soient corrigés en faveur des pays en développement.

Concernant les négociations prévues dans le domaine de l'agriculture, le Pakistan a fait valoir la nécessité d'un abaissement significatif des plafonds tarifaires et de la suppression immédiate de tous les types de soutien interne par les pays développés.

L'Australie, au nom du Groupe de Cairns, est allée plus loin en préconisant la suppression immédiate de toutes les formes de subventions à l'exportation et que l'agriculture soit traitée sur la même base que le commerce d'autres produits. Cette dernière proposition s'est heurtée à l'opposition de l'Union européenne et de la Suisse, qui ont fait valoir qu'elle était contraire à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, qui prévoit les négociations à venir et qui reconnaît expressément que les considérations autres que d'ordre commercial doivent être prises en compte pour libéraliser davantage le commerce agricole.

Outre l'accès au marché et les distorsions au commerce, les débats sur l'agriculture se concentrent sur le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement. Le Pakistan, rejoint par l'ASEAN et l'Égypte, a appelé à davantage de flexibilité pour les pays en développement en ce qui concerne le recours au soutien interne.

En outre, dans une communication présentée par Cuba, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua, le Pakistan et la République Dominicaine, les six pays ont proposé l'inclusion aux négociations agricoles de considérations sur l'assistance technique et sur l'aide financière aux pays importateurs nets de produits alimentaires, de même que l'élaboration de mesures visant à relever la sécurité alimentaire, améliorer la qualité de vie des populations rurales et protéger l'environnement. Ils ont également préconisé une flexibilité dans la mise en œuvre des engagements concernant l'agriculture pour les pays confrontés aux catastrophes naturelles.

En ce qui concerne les services, le Pakistan a plaidé en faveur d'une plus grande symétrie dans les obligations, par exemple entre la circulation des capitaux et la circulation de la main-d'œuvre. Cette dernière est un mode

important d'offre de services pour les pays en développement, étant donné leur avantage comparatif en matière de services à forte intensité de main d'œuvre.

Deux autres questions ayant trait au processus préparatoire ont été soulevées: la Corée s'est dite préoccupée de la prolifération des accords commerciaux préférentiels régionaux et de ce qu'elle perçoit comme des disciplines relativement faibles de l'OMC dans ce domaine. Ceci, associé à d'autres facteurs émergents, pourrait indiquer que la question du régionalisme pourrait se retrouver au premier plan de l'ordre du jour de la prochaine Conférence ministérielle.

La Nouvelle Zélande a présenté "l'Initiative de libéralisation accélérée des tarifs douaniers" de l'APEC (document WT/GC/W/138/Add.1) sur la réduction ou la suppression des tarifs douaniers dans huit domaines de produits: produits chimiques; énergie; environnement; jouets; poissons et les produits du poisson; secteur des équipements et des instruments médicaux; pierres précieuses et joaillerie; et produits forestiers

Politique de la concurrence

Rien n'oblige actuellement l'OMC à examiner la politique de la concurrence. Ceux qui préconisent une action dans ce sens, avancent deux types d'arguments. En premier lieu, l'absence de règles multilatérales en matière de concurrence contraste nettement avec le caractère global des échanges. Des règles internationales de concurrence pourraient servir de contrepoids aux fusions et investissements liés au phénomène de mondialisation. En second lieu, la politique de la concurrence pourrait contribuer aux objectifs globaux de l'OMC, y compris à la promotion du commerce. Plusieurs pays en développement et ONG s'opposent à une négociation multilatérale sur la politique de la concurrence à l'OMC. Ils craignent, entre autres, que le principe du traitement national et celui de la nation la plus favorisée énoncés par l'OMC ne permettent aux grandes entreprises multinationales d'accéder aux marchés nationaux et de supplanter les entreprises locales, ce qui contribuerait à concentrer la puissance commerciale entre les mains de quelques grandes entreprises. Plusieurs pays en développement déclarent également qu'un cadre multilatéral sur la politique de la concurrence serait mieux négocié à la CNUCED, qui dispose déjà de règles en matière de pratiques restrictives des entreprises.

L'Union européenne, principal promoteur d'un accord multilatéral sur la politique de la concurrence, plaide en faveur de l'adoption d'une série de "principes fondamentaux" au niveau multilatéral, qui seraient ensuite reflétés dans les règles de concurrence au niveau national. La Commission européenne a déposé une communication dans ce sens, début avril.

Lors d'un symposium organisé conjointement par l'OMC, la CNUCED et la Banque Mondiale, le 17 avril dernier, le Canada s'est inspiré du fonctionnement de l'Accord sur les ADPIC pour le droit et la politique de la concurrence au niveau multilatéral. Le Canada a considéré que la formule des périodes de transition prévue par l'Accord sur les ADPIC pourrait être appropriée pour prendre en compte le cas des régimes nationaux non encore en vigueur. Bien qu'ayant également un souci de coopération accrue au niveau international, les États-Unis ne semblent pas en faveur d'un nouvel instrument sur la politique de la concurrence. Ils ont défendu une approche plus évolutive qui pourrait mieux prendre en compte les évolutions du droit antitrust au niveau national. Les États-Unis ont déclaré souhaiter le renforcement de la coopération au cas par cas, essentiellement sur une base bilatérale.

De nombreux représentants des pays en développement se sont dits également soucieux vis-à-vis de la mise en œuvre de politiques de la concurrence

(Suite à la page 7)

Politiques de la concurrence (suite de la page 6)

efficaces, mais lors de la session du Groupe de travail de l'OMC sur l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence qui s'est déroulée une semaine après le symposium d'avril, des vues divergentes ont été exprimées quant à la façon d'accroître la coopération entre les agences nationales chargées de la concurrence, sans avoir recours à des règles internationales juridiquement contraignantes. L'Inde a souligné la nécessité d'insister sur la prise en compte de la dimension de développement dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de la concurrence. Au cours de la séance du Groupe de travail, l'Inde a réagi à la communication de la Commission européenne en déclarant que les conclusions de celle-ci étaient prématurées et que le "processus éducatif" dans le Groupe de travail devrait être poursuivi, tout particulièrement en raison du fait que la dimension développement commençait tout juste à faire l'objet de débats. L'Inde a également répété qu'un certain nombre de dispositions existantes de l'OMC, telles que celles sur l'antidumping, privent les producteurs étrangers d'une égalité des chances effective, sapant les engagements de l'OMC en matière d'ouverture des marchés.

Le Brésil a exprimé son appui à l'idée de renforcer la coopération internationale et le partage des coûts pour faire face à des investigations toujours plus coûteuses et internationalisées en matière de politique de la concurrence. Le Brésil aimerait plus spécifiquement que la définition de principes fondamentaux à l'échelon international, traitement national et nation la plus favorisée soit intégrée dans des accords de coopération envisageant des engagements différents, selon le niveau de développement de chaque pays. Le Brésil est également en faveur d'autres instruments éducatifs à l'échelon international, notamment un rapport mondial sur la concurrence.

Réunion du Comité de l'Agriculture de l'OMC

Le comité de l'agriculture de l'OMC a tenu en mars deux réunions, l'une formelle et l'autre informelle. Un certain nombre de questions ont été débattues lors de la session informelle des 24 et 25 mars, et plusieurs positions ont été exprimées concernant les prochaines négociations de l'OMC sur l'agriculture. Ainsi, l'Union européenne a réaffirmé sa position selon laquelle les subventions de la «boîte bleue» n'étaient pas temporaires. C'est déjà le cas, mais on sait que les Etats-Unis souhaitent l'abandon de ces subventions lors des prochains pourparlers sur l'agriculture. Egalement lors de la session informelle, l'Australie a indiqué que la clause dite de paix ne sera pas prolongée au-delà de 2003 s'il n'y a pas un consensus, et que les membres souhaitant cette prolongation seront ainsi incités à conclure les prochaines négociations avant 2003. Il est intéressant de noter que l'Australie fait ainsi de la clause de paix une monnaie d'échange pour la conclusion rapide du prochain cycle de négociations sur l'agriculture.

Parmi les autres questions couvertes lors de la session informelle, se trouvait la sécurité alimentaire dans les pays en développement (fondée sur une communication soumise par l'Inde de façon informelle) ; l'environnement et la multifonctionnalité dans l'agriculture (fondée sur une communication soumise par la Norvège, déjà débattue au comité du commerce et de l'environnement) ; la clause de paix (la disposition de la 'modération', devant expirer en 2003) ; la 'sécurité juridique' (une proposition avancée par l'Union européenne en réponse aux Etats-Unis sur la clause de paix) qui protégerait les engagements des membres contre les contestations juridiques ; et le traitement spécial pour les pays d'Europe de l'Est et d'Europe Centrale en application de l'Accord sur l'agriculture.

Lors de la session formelle des 25 et 26 mars, les membres ont considéré un certain nombre de notifications et d'autres mesures de mise en œuvre. Parmi celles-ci, la notification américaine sur les subventions à l'exportation, contestées par un certain nombre de pays dont l'Argentine, le Canada, le Japon et la République de Corée, qui ont attiré l'attention sur les subventions aux exportations de lait en poudre écrémé, qui avaient été reportées de l'année précédente.

Bien que ceci soit autorisé au titre des dispositions de flexibilité de l'Accord, les Etats-Unis avaient dans le passé critiqué d'autres pays, tels que l'Union européenne et la Norvège pour l'avoir fait. En outre concernant le lait en poudre, la Nouvelle Zélande a interrogé le Venezuela sur ses contingents tarifaires. Les Etats-Unis ont adressé des critiques à la Pologne qui aurait acheté du blé et du seigle localement par l'entremise de son Agence publique de commercialisation agricole pour les revendre à l'exportation à des prix plus bas. Les Etats-Unis se sont également plaints d'un crédit d'impôt roumain sur les cigarettes et des taux de droits coréens sur l'arachide. Le comité a également débattu de l'aide alimentaire et d'une communication sur la mise en œuvre de la décision relative aux importateurs nets de produits alimentaires. La question de la tarification du riz japonais a également été examinée durant la session formelle du comité de l'agriculture.

L'Union européenne approuve le Pacte Commercial UE-Afrique du Sud

Le 24 mars, l'Union européenne a approuvé un accord de libre échange avec l'Afrique du Sud. Cet accord, qui a pris trois ans, est le premier entre l'Union européenne et un pays en développement, et le premier accord de l'Union européenne incluant également des produits agricoles. L'Union européenne a déclaré que l'accord « donnerait une impulsion importante au progrès social, au développement des secteurs les plus démunis de la société sud-africaine et à la consolidation de la démocratie en Afrique du Sud ».

L'accord, qui doit entrer en vigueur en janvier 2000 couvrirait 90% des 20 milliards de dollars américains d'échanges bilatéraux annuels. Les responsables de l'Union européenne ont déclaré que l'accord pourrait servir de modèle pour négocier une nouvelle Convention de Lomé avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Selon Alec Erwin, ministre sud-africain du commerce et de l'industrie, l'accord est une « déclaration de confiance dans la capacité de l'Afrique du Sud à intégrer le marché mondial ».

L'accord a été sur le point d'échouer après une opposition interne de l'Union européenne à l'extension de l'accès aux marchés pour les exportations sud-africaines de produits agricoles et de spiritueux. Plus particulièrement, le Portugal et l'Espagne s'étaient fortement opposés à l'accès aux marchés pour des vins de liqueur auxquels l'Afrique du Sud donnait les appellations traditionnelles de « porto » et « sherry ». L'accord approuvé prévoit une période de cinq à huit ans au cours de laquelle l'Afrique du Sud supprimera progressivement les appellations de « porto » et « sherry » de ses exportations de spiritueux à l'échelon mondial, avec une période intérimaire de 12 ans pour que les producteurs sud-africains de spiritueux suppriment ces appellations sur le marché interne. En outre, l'Union européenne a convenu de supprimer les droits de douane sur les importations de vin sud-africain.

Mr. Erwin a noté que l'accord aurait des retombées pour la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC) qui regroupe 14 nations et pour l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) qui en compte 5. Dans le cadre de cet accord, les produits de l'Union européenne auront accès aux marchés de l'Union douanière d'Afrique australe.

Toutefois, des voix se sont élevées au sein de l'Afrique du Sud pour critiquer l'inégalité de l'accord en termes d'accès aux marchés dans le secteur agricole. Alors que les marchés de l'Union européenne seraient ouverts à près de 95% aux exportations sud-africaines sur les dix années à venir, seules 63% des exportations agricoles vitales de l'Afrique du Sud bénéficieraient d'un accès en franchise. Selon ces critiques, les exportations agricoles bon marché de l'UE inonderaient les marchés sud-africains et ceux de l'Union douanière de l'Afrique Australe, ce qui pourrait constituer une menace sérieuse pour les petits agriculteurs (non subventionnés) de ces pays. Ces critiques concernent également la capacité des secteurs industriels de l'Afrique du Sud et de l'Union douanière d'Afrique australe à supporter l'impact des importations de produits manufacturés en provenance de l'Union européenne.

Commerce en Afrique: vers une meilleure intégration sous régionale et la mise en oeuvre du traité d'Abuja

La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) et l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) ont convenu au début du mois de mai de travailler ensemble afin de renforcer l'intégration et la coopération régionale dans le cadre de la mise en oeuvre du traité d'Abuja établissant la Communauté Economique Africaine (CEA). Ce traité inclut des domaines tels que l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires, le commerce intra-communautaire de biens et services, et l'harmonisation des droits de douane et des procédures. Les deux organisations aideront aussi les pays africains à préparer les prochaines négociations de l'OMC et améliorer leur compétitivité.

Alors que le président nigérian Olusegun Obasanjo plaide début mai, lors de sa visite au Sénégal pour une coopération et une intégration économique plus effective entre les 16 pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les responsables du commerce des pays du marché commun de l'Afrique Orientale et Australe (Comesa) se réunissent à Nairobi où ils ont lancé un appel en faveur d'une zone de libre échange de la Comesa d'ici l'an 2000.

Les ministres du commerce de la Comesa soutenaient qu'un marché intégré aiderait les pays membres à être compétitif sur le marché international - soulignant que les membres de l'organisation pris individuellement ont peu de chance d'être compétitif si leurs marchés demeuraient peu diversifiés, leurs infrastructures peu développées et leurs ressources humaines non qualifiées. «L'établissement d'un grand marché est urgent à cause de l'environnement actuel tendant à la mondialisation des activités économiques» notait le ministre Kenyan de la coopération économique Nicholas Biwott. Les ministres appellent à la suppression des tarifs par tous les membres de la Comesa d'ici l'an 2000, l'établissement en l'an 2004 d'un tarif extérieur commun et d'une union douanière, ainsi que d'une union monétaire en 2005. Le Comité Intergouvernemental de la Comesa remarquait cependant que les procédures de demande de visas, les délais de dédouanements, les inspections de pré-embarquement, les obstacles au transport et le coût élevé du crédit sont des barrières non tarifaires fortement nuisibles au commerce entre les membres de la Comesa et devraient être étudiées.

La Comesa a été créée en 1994. Les 21 pays qui la composent - y compris l'Egypte, l'Ethiopie, le Malawi, l'Ile Maurice, la Zambie et le Zimbabwe - constituent un marché de 380 millions de personnes. Plusieurs Etats membres de la Comesa voudraient établir un contrepoids à la domination économique de l'Afrique du Sud qu'ils accusent d'inonder leur zone avec des produits subventionnés.

La SACU craint une invasion des produits européens, et l'Afrique du sud critique les subventions agricoles de l'Union Européenne

Une étude publiée le mois dernier par la SA Foundation, un groupe de pression représentant les 50 plus grandes entreprises d'Afrique du Sud, estimait que l'Union Douanière d'Afrique Australe (SACU) perd chaque année jusqu'à 420 millions de dollars US pour cause de pertes de revenus douaniers et de l'entrée de produits importés bon marché suite à l'accord de libre échange signé au début de l'année entre l'Afrique du Sud et l'UE. L'accord UE - Afrique du Sud étend l'accès au marché des produits de l'UE aux pays membres de la SACU — Botswana, Lesotho, Namibie et le Swaziland en plus de l'Afrique du Sud.

Les producteurs de la SACU doivent maintenant concurrencer avec des produits agricoles bon marché et subventionnés qui pourraient sérieusement menacer les petits fermiers (non subventionnés) d'Afrique du Sud et des pays de la SACU. On note aussi une certaine inquiétude quant à la capacité des secteurs industriels de la SACU de résister à l'impact de l'accroissement des importations de produits manufacturés de l'UE. Le ministre sud-africain du

Commerce et de l'Industrie, Alec Erwin, dit que tout effet négatif potentiel de l'accord commercial UE - Afrique du Sud pourrait être corrigé par une clause du dit accord stipulant « qu'une attention particulière sera accordée à l'appui aux efforts d'ajustement consentis » dans les pays de la SACU. Les pays membres de la SACU ont averti qu'ils demanderaient compensation si jamais les prévisions de la SA Foundation s'avéraient exactes.

Pendant ce temps, l'Afrique du Sud disait la semaine dernière qu'elle mènerait une campagne vigoureuse contre les politiques agricoles protectionnistes de l'UE, lorsque les pourparlers de l'OMC sur l'agriculture auront commencé au cours de l'année. En tant que partie du Groupe de Cairns des pays agricoles exportateurs, l'Afrique du Sud avait déjà exprimé son mécontentement par rapport à la Politique Agricole Commune (PAC) révisée de l'UE, qui, d'après les pays du Groupe de Cairns, n'a pas suffisamment coupé les subventions au secteur agricole.

« Nous voulons débarrasser le système commercial des soutiens internes, en particulier les subventions à l'exportation, pour parvenir à une saine compétition. Mais cela ne sera pas facile tant que les pays les plus riches protègent leur agriculture à un très haut niveau, » selon Ben Van Wyck, responsable en chef du commerce avec le département de l'agriculture d'Afrique du Sud. M. Van Dyck ajoutait que l'Afrique du Sud a éliminé progressivement toutes les subventions à l'exportation sur les produits agricoles et est disposée à appliquer des tarifs à l'importation de produits agricoles plus bas conformément aux pourparlers de l'OMC.

Réunion des Etats-Unis et des pays africains sur le commerce et le développement économique

L'administration Clinton a rencontré, au début du mois de mars, 83 ministres de 46 pays d'Afrique sub-saharienne, des représentants de quatre pays d'Afrique du Nord, ainsi que les directeurs de huit organisations régionales africaines, afin de promouvoir le développement économique, le commerce, l'investissement, ainsi que des réformes politiques. Lors de la réunion, les ministres africains ont souhaité que le Congrès vote le plus rapidement possible « l'African Growth and Opportunity Act » (AGO). Le projet de loi devrait promouvoir le commerce, l'investissement et un développement accéléré en Afrique tout en minimisant le rôle de l'aide publique au développement.

L'African Growth and Opportunity Act a été voté l'an dernier par la Chambre des Représentants des Etats-Unis, mais n'est pas passé au Sénat où il s'est heurté à l'opposition de sénateurs soucieux de protéger les intérêts américains dans le domaine du textile. Selon les dernières informations sur l'AGO des négociations entre le sénat et le Congrès seraient en cours sur certains aspects du projet de loi pour aboutir à un AGO fort mais acceptable par les deux Chambres du Congrès.

Un nouveau texte sera présenté au cours de l'année. Dans le même temps, peu d'information ont filtré concernant le projet de loi concurrent, Hope for Africa Act, introduit par le Pasteur Jesse Jackson Jr (D-Illinois). Hope for Africa Act met l'accent sur l'allègement de la dette et l'accroissement de l'aide à l'Afrique sub-saharienne. Il comprend également des dispositions fortes sur le travail et l'environnement. Mr. Jackson a critiqué l'AGO et a prédit qu'il aiderait davantage les entreprises multinationales que les travailleurs africains.

Une centaine de délégués à la réunion Etats-Unis-Afrique ont cependant critiqué Hope for Africa Act qu'ils ont taxé d'effort visant à saper l'AGO. Selon une déclaration du Corps diplomatique africain : « malheureusement, l'appui croissant à cette législation (AGO) s'est heurté à l'opposition d'un groupe restreint de partisans autoproclamés de l'Afrique, qui tente de détourner notre attention, et de faire avorter ce qui devient chaque jour plus inévitable — l'adoption de cette législation ».

D'autres informations provenant de la réunion indiquent que les responsables américains et africains ont convenu que le haut niveau d'endettement

(suite à la page 11)

Règlement des différends

Le cas du boeuf aux hormones pourrait aboutir à des sanctions

L'Union Européenne (UE) cherche un compromis en vue d'une "solution transitoire" pour l'application de la décision de février 1998 de l'organe d'appel contre l'interdiction d'importation de boeuf traité aux hormones de croissance. Les Etats-Unis et le Canada ont d'ores et déjà publié une liste préliminaire d'exportations européennes - représentant un montant de US\$ 1 milliard et US\$ 250 million respectivement - qui pourraient être frappées de droits d'importation de 100% à moins que l'on arrive à un accord d'ici au 13 mai, date à laquelle l'UE doit appliquer la décision de l'OMC.

L'organe d'appel a considéré que l'interdiction d'importation - en vigueur depuis près de 10 ans - ne se fondait pas sur des preuves scientifiques. L'UE a entrepris plusieurs études en espérant qu'elles permettront de démontrer que son embargo se justifie pour des raisons de santé. Elle a déclaré que l'interdiction d'importation ne serait pas levée avant que les résultats de ces études ne soient connus, ce qui signifie pour certains, pas avant la fin de l'année. Si les études prouvent qu'il n'y a pas de risques pour la santé, l'embargo pourrait être levé et un système d'étiquetage serait adopté pour les futures importations de boeufs. Selon les autorités européennes, l'approbation légale de ce système d'étiquetage pourrait prendre jusqu'à 18 mois.

Les plaignants affirment que la question a déjà été étudiée "en long et en large", que les hormones se sont révélées sûres et que le seul moyen de mettre en oeuvre la décision de l'OMC est de lever l'embargo.

Solution transitoire

Avant de prendre une décision définitive concernant l'interdiction d'importation, l'UE propose de négocier une solution transitoire visant essentiellement à compenser les pertes commerciales des plaignants et à définir un système d'étiquetage mutuellement satisfaisant, applicable aux futures importations (voir BRIDGES, Year 3 No. 2, page 7). Les discussions préliminaires sur la question ont révélé d'importantes différences de vues: l'UE veut que le boeuf traité aux hormones soit étiqueté en tant que tel, alors que les USA considèrent qu'un pareil étiquetage serait "trompeur" et laisserait entendre que les produits présentent un "quelconque danger ou sont de moins bonne qualité". Ils proposent que l'étiquetage indique simplement "Boeuf des Etats-Unis".

Les USA et le Canada affirment que des sanctions commerciales seront mise en oeuvre à moins que l'UE ne fixe une date pour la levée de l'embargo. Dans ce cas seulement, ils considéreront la possibilité de compensations temporaires et travailleront avec l'UE sur un système d'étiquetage. Jusqu'à présent, l'UE a refusé d'annoncer une date, invoquant l'incertitude sur les résultats des études scientifiques et le temps nécessaire pour les terminer.

Le nouveau rapport scientifique de l'UE controversé

Les conclusions préliminaires de la première étude du Comité scientifique de l'UE sur les mesures vétérinaires, parues le 3 mai, ont mis en évidence "un ensemble significatif de preuves scientifiques récentes" démontrant qu'une des hormones en question (17 β -oestradiol) exerçait un effet cancérigène. Bien que le Comité ait admis que les données disponibles ne permettaient pas une estimation quantitative du risque, il a néanmoins affirmé qu'un risque pour les consommateurs avait été identifié. Les enfants pré-pubères ont été identifiés par le Comité comme groupe particulièrement vulnérable.

Les autorités commerciales et agricoles des Etats-Unis ont qualifié l'étude de "nouveau rapport trompeur". Accusant l'UE de peindre le diable sur la muraille dans une tentative flagrante d'éviter d'honorer ses obligations, les

Etats-Unis ont déclaré qu'ils sanctionneraient les exportations européennes cet été si aucune date n'était fixée pour la levée de l'embargo.

La Commission européenne a pour sa part affirmé, dans une déclaration, qu'il ne pouvait "plus être question de lever l'embargo". Au moment où ce numéro de Passerelles est mis sous presse, l'UE était en train de négocier un paquet de compensation avec les plaignants.

Le Conseil des ADPIC débat de la brevetabilité des végétaux; plaintes en situation de non-violation

Le Conseil des ADPIC s'est réuni de nouveau en avril pour débattre d'un certain nombre de questions, dont les indications géographiques (à propos desquelles les membres ont répété dans une large mesure, ce qui avait déjà été dit lors des Conseils précédents); les plaintes en situation de non-violation; l'article 27.3(b); et une plainte émanant de l'Union européenne et de Cuba à propos d'une loi américaine supprimant la protection des marques aux Etats-Unis si ces marques sont associées à des entreprises qui ont été confisquées, à moins que le titulaire initial de la marque ou «l'ayant droit de bonne foi» (*the bona fide successor-in-interest*) n'ait donné son accord pour son utilisation.

Sur le réexamen de l'article 27.3(b) – qui prévoit que les inventions animales et végétales n'ont pas besoin d'être protégées par des brevets, mais que les variétés végétales devaient l'être soit par des brevets, soit par une forme de protection «sui generis» - les débats semblent devenir plus spécifiques qu'au cours des sessions précédentes du Conseil, bien qu'il y ait toujours un désaccord sur la question de savoir si la révision de 1999 portera sur un réexamen de la mise en oeuvre ou sur un réexamen de la disposition de l'article 27.3(b).

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont soutenu que le réexamen dont l'achèvement est prévu en 1999 devrait porter sur la mise en oeuvre, bien que les deux se disent ouverts à un débat sur la disposition elle-même. Pour étayer leurs points de vue, les Etats-Unis et l'Union européenne soulignent que dans la version française du texte, le terme «réexamen» est utilisé, ce qui impliquerait de le «réexaminer» plutôt que de le «renégocier».

Dans le même temps, le Conseil des ADPIC poursuit son travail de «collecte de renseignements». A ce jour, près de trente pays ont fourni des renseignements sur leur mise en oeuvre de l'article 27.3(b).

Lors de la réunion, le Conseil des ADPIC a également consacré un certain temps à débattre de deux notes d'information – l'une soumise par le Canada, l'autre par un groupe de pays comprenant Cuba, l'Egypte, la Malaisie et le Pakistan – et un document d'information factuel du secrétariat sur les plaintes en situation de non-violation. La question était de savoir si l'Accord sur les ADPIC devait continuer à exclure les plaintes en situation de non-violation dans les différends impliquant ses dispositions (voir l'article 64 de l'Accord sur les ADPIC). Certains pays souhaiteraient la prolongation de ce moratoire (qui doit prendre fin à la fin de cette année). D'autres veulent que soient autorisées les plaintes en situation de non-violation en matière de propriété intellectuelle.

¹ Les plaintes en situation de non-violation concernent des mesures qui, bien que formellement ne violent aucune disposition d'un accord, ont pour effet d'annuler ou de diminuer une concession prévue au terme de cet accord. L'objectif d'une telle disposition est de maintenir l'équilibre des concessions que l'on pouvait raisonnablement espérer au moment où l'accord a été signé.

Règlement des différends

Règlement des différends (suite de la page 9)

L'Inde se met en conformité avec l'OMC : La loi sur les brevets contestée dans le pays

L'Inde a rendu compte à l'Organe de règlement des différends de l'OMC (ORD), à Genève, des mesures qu'elle avait prise pour se conformer aux recommandations de deux groupes spéciaux, l'an passé, au moment où, en Inde, ces mesures sont contestées devant les tribunaux. Dans son rapport de situation à l'ORD, le gouvernement indien déclare que l'introduction au Parlement indien d'un projet de loi apportant des amendements à la loi relative aux brevets, de 1970, met son régime juridique de protection par des brevets des produits pharmaceutiques et des produits chimiques pour l'agriculture en conformité avec les obligations contractées par l'Inde au titre de l'Accord sur les ADPIC.

Parallèlement, un groupe d'ONG indiennes a contesté la constitutionnalité de la législation relative à la propriété intellectuelle récemment adoptée par le parlement indien. Le groupe allègue que la loi relative aux brevets est anticonstitutionnelle.

Le procès a été intenté par Research Foundation for Science Technology and Ecology (RFSTE), Lok Shakti Abhiyan, Bharatiya Kisan Union (Union des agriculteurs indiens), la People's Union for Civil Liberties et Azadi Bachao Andolan (Mouvement pour sauver la liberté), qui ont déclaré que la loi relative aux brevets allait « totalement à l'encontre de l'intérêt public, de la santé publique, de l'intérêt national et de la Constitution ».

L'OMC a établi, l'an passé, que l'Inde n'était pas en conformité avec l'Accord de l'OMC sur les aspects de la propriété intellectuelle touchant au commerce (Accord sur les ADPIC) de 1994. Comme un des points de cet accord, les pays en développement ont convenu de mettre en œuvre d'ici à 2005, un système de protection par des brevets pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture. Les groupes spéciaux de l'OMC qui ont établi que le système mis en œuvre par l'Inde n'avait pas informé le public, de façon adéquate, de ces droits de propriété intellectuelle et que le système indien « n'avait pas établi un mécanisme qui préserve de façon adéquate la nouveauté et la priorité » des demandes de brevets, contrevenant ainsi à l'article 70.8 de l'Accord sur les ADPIC.

L'action intentée mi-avril allègue que le gouvernement n'a pas engagé de débat public sérieux sur cette question qui fait l'objet de beaucoup de controverses et que la loi sur les brevets affecterait sérieusement la diversité biologique de l'Inde. Selon le Docteur Vandana Shiva, Directeur de RFSTE, « la Loi sur les brevets ne prévoit aucune sauvegarde pour la population de ce pays, les consommateurs et les industries autochtones – même pas les exemptions autorisées aux Etats membres par l'OMC à des fins de santé publique, d'intérêt public et d'ordre public ».

Bananes: les Etats-Unis reçoivent le feu vert pour les sanctions

Les membres de l'OMC ont, le 19 avril, autorisé les Etats-Unis à imposer des sanctions commerciales de rétorsion pour une valeur de 191,4 millions de dollar américain à l'Union Européenne qui ne s'est pas conformée à la décision de 1997 incriminant son régime d'importation de bananes. Les sanctions approuvées auront pour but de compenser les pertes commerciales subies par les exportateurs de bananes américains tels que Chiquita et Dole.

Les Etats Unis se sont déclarés soucieux, au vu de la décision de l'OMC, de négocier avec l'Union européenne un régime compatible avec l'OMC. « Les mesures de rétorsion sont un dernier recours. Nous voulons que l'Union européenne s'assoie à une table pour discuter d'un régime qui

prendra en compte les intérêts de tous les producteurs de bananes et qui sera conforme aux règles de l'OMC », a déclaré Charlene Barshefsky, représentante américaine chargée du commerce extérieur.

De leur côté, les responsables de l'UE ont déclaré qu'ils travailleraient, avec les Etats Unis, l'Equateur, le Guatemala, le Honduras et le Mexique (les cinq parties plaignantes dans cette affaire) à trouver une solution qui soit compatible avec les décisions de l'OMC. « Il y a encore un certain nombre de pays parmi les plus pauvres au monde qui nous demandent avec beaucoup d'insistance d'acheter leurs bananes, mais ces bananes ne sont pas compétitives sur le marché mondial », a déclaré un responsable de la Commission européenne. « Si, donc, nous n'accordons pas à ces pays un traitement préférentiel, ils ne seront pas en mesure d'exporter leurs bananes ».

Friedrich Hamburger, Directeur de la Commission européenne pour les Caraïbes, le Pacifique et l'Océan indien, a déclaré que l'OMC « ne mettait pas suffisamment l'accent sur les aspects développement du commerce dans le contexte de sa décision sur la banane ». M. Hamburger a ajouté, depuis les Iles du Vent, dont les économies reposent sur les bananes pour plus de 60% de leurs recettes d'exportation, que « la Commission européenne tiendra des consultations avec les Etats Unis pour trouver une solution au régime de la banane qui protège les intérêts économiques vitaux des producteurs de bananes des Iles du Vent et d'autres pays ACP ».

Les décisions de l'OMC en faveur des plaignants, vont, selon plusieurs observateurs, renforcer la position des multinationales américaines du secteur de la banane. Ces dernières contrôlent totalement le marché dit de la « banane-dollar », et disposent de positions significatives sur celui des pays ACP. Elles affaibliront les producteurs-exportateurs nationaux de banane.

Selon le journal « La Tribune », qui prend l'exemple de la Côte d'Ivoire, « les américains font main basse sur la banane ivoirienne ». Les multinationales telles que Dole et Chiquita qui exportent déjà 60% des exportations bananières de la Côte d'Ivoire. « pourraient acquérir une part de marché plus importante (neuf-dixième du contingent bananier ivoirien) si la structure ivoirienne de commercialisation de la Banane (OCAB) - regroupant les producteurs-exportateurs locaux de l'Ananas et de la banane - venait à éclater. Les décisions de l'OMC renforcent ce risque d'éclatement, puisqu'elles remettent en question les préférences accordées par l'UE. La « Tribune » note qu'en plus de l'influence prépondérante qu'elles exercent, ces compagnies, qui bénéficieront d'une aide de 50 millions d'euros sur les 88 millions alloués à la Côte d'Ivoire par l'UE dans le cadre de leur soutien au pays ACP pour la modernisation des plantations bananières, pourront abaisser leur coût de production de 15% sur trois ans et ramener le prix de la banane ivoirienne à parité avec celui provenant de la banane dollar » (La Tribune, 22 mars 1999). Les prix des producteurs nationaux devront s'aliéner sur les prix les plus bas du marché, ce qui se traduira fatalement pour eux par une perte de revenus et de pouvoir d'achat.

Toujours selon la Tribune, l'UE étudie plusieurs scénarios possibles pour répondre à la nouvelle situation créée par les décisions de l'OMC. L'une d'elle, qui serait la plus favorable aux importateurs européens de fruits africains et antillais serait « la négociation dans le cadre de la Convention de Lomé d'une exception définissant un contingent ACP en termes de volume et d'exception douanière ». Cette solution buterait néanmoins sur le manque de cohésion des gouvernements européens face à la Convention de Lomé. Une autre solution prévoit un tonnage illimité à droit d'entrée nul en faveur des ACP. Dans ce cas de figure, si la commission retient un contingent regroupant banane-dollars et banane-ACP seulement différencié par un droit de douane, le risque de Dumping par les multinationales devient extrême. A brève échéance, conclue la Tribune, c'est la mort des producteurs ACP et Antillais ». (Tribune, 5 mai 1999, « Menaces d'asphyxie pour la filière banane ACP et DOM. Voir aussi Jeune Afrique Economie du 17-30 mai 1999 »).

Les leaders de l'Union européenne adoptent un train de réforme édulcoré de la PAC

Réunis à Berlin, les dirigeants de l'Union européenne (UE) ont conclu un accord, en mars, sur un train de réformes portant sur le budget et sur les subventions à l'agriculture, appelé Agenda 2000. Les réformes de la Politique agricole commune (PAC) ne sont pas tout à fait celles convenues début mars par les ministres de l'agriculture de l'UE. Au titre des réformes de la PAC adoptées la semaine dernière, le soutien des prix en faveur des producteurs de céréales subirait une baisse de 15% en deux tranches annuelles égales, à compter de 2000-2001. Les ministres de l'agriculture de l'UE avaient proposé une réduction de 20%.

Les dirigeants de l'UE ont voté la semaine dernière pour repousser la réduction de 15% sur le soutien aux produits laitiers à la période 2005-2006, plutôt qu'à 2003, comme l'avaient proposé les ministres de l'agriculture. Les dirigeants de l'UE ont également refusé d'adopter la proposition des ministres de l'agriculture portant sur une réduction de 20% des prix de soutien du bœuf. On a rapporté que l'opposition française à la proposition des ministres de l'agriculture expliquerait les changements entre la proposition de réforme de la PAC et l'accord final convenu en mars par les dirigeants de l'UE.

L'UE est le premier importateur mondial de produits agricoles, et le deuxième exportateur, après les Etats-Unis. Avec les nouveaux pourparlers de l'OMC sur l'agriculture en perspective, l'UE a eu à adopter des mesures pour prendre en compte les obstacles au commerce qui seront certainement la cible des Etats-Unis et du Groupe de Cairns de pays exportateurs agricoles à l'OMC.

L'Union européenne peut également être confrontée à une surproduction alimentaire si elle ne réformait pas sa politique des prix garantis. En outre, comme l'Union européenne envisage de s'élargir pour inclure des économies agricoles telles que la Pologne et la Hongrie, la nécessité d'une réforme de la PAC a été mise en lumière. Le coût de la PAC pour les économies de l'Union européenne a augmenté de façon régulière, passant de 27 milliards de dollars américains en 1990 à 45 milliards en 1997, représentant près de la moitié du budget de l'Union.

Les responsables de l'Union européenne ont déclaré que le train de réformes de la PAC conclu en mars représente le cadre que l'UE utilisera dans les pourparlers de l'OMC sur l'agriculture prévus pour débuter plus tard, dans le courant de cette année. Les Etats-Unis et d'autres partenaires commerciaux ont déjà dénoncé le train de réformes convenu par les ministres de l'agriculture de l'Union européenne comme étant sans imagination et insuffisant. Selon un responsable américain, les Etats-Unis étaient déçus de voir que « même les progrès limités réalisés par les ministres de l'agriculture avaient été édulcorés ».

En effet, même les responsables européens émettent des doutes sur la façon dont cela se passera à l'OMC. Selon un responsable non identifié, « Cet accord fera long feu. Ce ne sera certainement pas assez bon pour les pourparlers de l'OMC ».

Programme de la CNUCED et du PNUD sur la mondialisation et le développement humain

La CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) et le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) ont lancé un nouveau programme sur la mondialisation, la libéralisation et le développement humain durable. Le principal objectif de ce programme, initialement fixé pour se dérouler de 1999 à 2001, est de rehausser la capacité des pays en développement, tout particulièrement de ceux à faibles revenus, à gérer leur intégration à l'économie mondiale d'une manière qui soit propice à un développement humain durable.

Les promoteurs notent, dans leur introduction au nouveau programme, que

les possibilités offertes aux pays en développement et aux pays en transition par la mondialisation pour réaliser un niveau de croissance élevé et durable 'se heurtent aux risques de marginalisation et d'exclusion, d'insécurité et d'instabilité économiques'.

Les changements fondamentaux et la volatilité accrue résultant de l'intégration économique globale ont rendu les économies plus faibles et les groupes de populations défavorisées plus vulnérables à l'exclusion économique et à la paupérisation. L'accroissement déjà marqué des inégalités entre les nations et en leur sein est devenu plus manifeste.

Le programme, conçu pour répondre à de tels défis, formera une partie du suivi de la Réunion de haut niveau sur les initiatives intégrées en vue du développement du commerce dans les pays les moins avancés. Le programme a des objectifs au niveau global et au niveau des pays.

Au niveau global, le programme :

1) développera un cadre conceptuel et opérationnel pour analyser le processus d'intégration des pays en développement et des pays en transition, à l'économie mondiale. Le cadre examinera les relations entre les objectifs de développement humain durable, y compris l'allègement de la pauvreté, la répartition équitable de la croissance, la protection de l'environnement et l'avancement économique des femmes, ainsi que les politiques d'intégration globale dans les domaines du commerce, de l'investissement et de la finance.

2) aidera les pays en développement à renforcer leur capacité à participer de façon effective aux négociations multilatérales sur le commerce et sur l'investissement, et à développer leur propre agenda positif. 3) favorisera une meilleure compréhension des liens entre la mondialisation et le développement humain durable.

Au niveau des pays, le programme vise à aider 10 à 12 pays en développement à faible économie et pays en transition à :

1) acquérir les outils institutionnels et politiques nécessaires pour gérer leur intégration à l'économie mondiale d'une manière qui soit propice à la promotion du développement humain durable.

2) accroître la coordination entre le développement de politiques aux niveaux macro et micro, et promouvoir le développement de la capacité institutionnelle.

3) développer la capacité à surveiller tant la mise en œuvre des recommandations en matière de politiques que leur impact sur le développement humain durable à moyen et à long terme.

4) développer des réseaux d'institutions académiques et d'écoles de commerce, ainsi que d'autres groupes de la société civile, afin de conseiller le secteur privé et les gouvernements.

Contacteur : Jagdish Saigal, CNUCED, tél : (41-22) 907-5731, fax : 907-0044, e-mail : jagdish.saigal@unctad.org

Suite de la page 8

constituait un obstacle sérieux au développement durable dans de nombreux pays africains. Plusieurs ministres africains ont préconisé une nouvelle approche des programmes internationaux d'allègement de la dette. L'allègement devrait être mis en œuvre en tenant compte des spécificités de chaque pays.

Le Président Clinton a réitéré une proposition, faite lors du Symposium de haut niveau de l'OMC sur le commerce et le développement, visant à introduire un plan d'effacement de la dette de quelques 70 milliards de dollars américains au Sommet économique du Groupe des Sept (G7) en juin. Lors du sommet de l'OMC, un certain nombre de membres ont déclaré que toute initiative de soulagement de la dette devrait être accompagnée d'un accès en franchise élargi pour les exportations en provenance des pays les plus démunis de la planète.

Les mesures commerciales des accords environnementaux et celles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Mohamed BENTAJA

La question commerce et environnement a fait l'objet de débat pour la première fois parmi les membres de l'Accord Général sur les tarifs douaniers/GATT en 1971. En effet, à cette époque les membres ont convenu à la veille de la tenue de la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972 de créer un Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et au commerce international pour apporter une contribution à cette manifestation internationale. Toutefois, le Groupe est resté inactif pendant deux décennies et il a fallu attendre 1991 pour qu'il renaisse de ses cendres. Il va sans dire qu'entre 1972 et 1991 l'incidence des politiques environnementales sur le commerce est devenue de plus en plus marquée et plusieurs accords d'environnement ont vu le jour.

Ainsi la Convention internationale sur le commerce des espèces sauvages de la faune et de la flore menacées d'extinction (CITES) a été conclue en 1973, le Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone en 1987 et la Convention de Bâle sur les déchets dangereux en 1989. Enfin, le Sommet de la terre qui s'est tenu à Rio en juin 1992 a été couronné par l'adoption de l'action 21 en vue de promouvoir un développement durable du point de vue social, économique et environnemental et ainsi que par la signature de conventions sur les changements climatiques et la diversité biologique et l'élaboration de deux déclarations de principes (Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et les principes cadres sur la protection des forêts).

Dans ce contexte général, les membres du GATT ont décidé en 1991 de réactiver le Groupe sur les mesures relatives au commerce et à l'environnement qui est devenu après la Conférence de Marrakech GATT / Avril 1994, portant création, de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Comité sur le commerce et l'environnement (CCE).

En vertu de son mandat, ce nouveau Comité est appelé à examiner dix points relatifs au commerce et à l'environnement et faire des recommandations appropriées au Conseil général, organe suprême de l'OMC. Parmi les points les plus complexes que ledit Comité a débattu, il y a lieu de signaler celui se rapportant aux mesures commerciales prises dans le cadre des Accords environnementaux multilatéraux (AEM) et les conflits qu'elles présentent par rapport au système commercial multilatéral de l'OMC notamment l'article XX de l'Accord Général du GATT de 1994.

L'objectif est de rapprocher la pratique consacrée dans les Accords environnementaux multilatéraux (AEM) avec celle des dispositions découlant des Accords de l'Organisation Mondiale du Commerce et principalement l'article XX du GATT précité et d'apporter une solution à ce problème. Il convient d'indiquer que cet accord prévoit des exceptions générales dérogations aux règles du système de libéralisation dans le cadre du GATT. Ainsi, chaque membre du GATT a la possibilité d'adopter des mesures de restrictions à l'importation d'un produit sur son territoire si cette mesure s'avère nécessaire pour la protection de la santé, de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, de même que pour la conservation des ressources naturelles épuisables.

En parallèle, plusieurs Accords internationaux prévoient des mesures d'interdiction à des fins de protection de l'environnement. La Convention de Bâle sur les déchets dangereux interdit conformément à la décision I de la 3ème Conférence des Parties l'exportation des déchets dangereux des pays membres de l'organisation de la coopération et du développement économique (OCDE) vers les pays non-membres de cette organisation depuis le premier janvier 1998. De même, le Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone restreint dans son article IV les échanges des substances réglementées avec les non-parties au Protocole. La Convention internationale sur le commerce des espèces sauvages de la faune et de la flore menacées d'extinction (CITES) n'autorise conformément à son

Annexe II l'exportation des quotas limités de l'ivoire d'éléphant qu'entre les Parties à cette Convention.

Les mesures d'interdiction imposées par les Parties à ces accords à l'égard des non-parties ont été qualifiées par ces dernières de mesures discriminatoires incompatibles avec les principes du système du commerce multilatéral dont le fondement réside dans l'égalité entre les produits de tous les membres de l'OMC sans distinction (clause de la nation la plus favorisée) ainsi que dans l'égalité entre les produits étrangers et nationaux (principe du traitement national). En revanche d'autres ont estimé que les mesures d'interdiction étaient justifiées pour préserver l'environnement en vertu de ces Accords environnementaux multilatéraux (AEM) et ne sont pas, en conséquence, des mesures qui faussent les échanges commerciaux. C'est pourquoi, des propositions ont été avancées dans le cadre des travaux du Comité sur le commerce et l'environnement de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) pour faire sortir le débat de l'impasse. Les pays développés ont considéré que l'article XX du GATT 1994 pourrait inclure les mesures commerciales prises en application de certains Accords environnementaux multilatéraux (AEM). Ainsi la Suisse a proposé une clause de cohérence selon laquelle une liste des AEM bénéficiant de cette clause devrait être établie.

La Communauté économique européenne a pour sa part proposé, entre autres, que chaque AEM pourrait être notifié au Directeur général de l'OMC et le Conseil général de cette organisation n'examinerait son retrait de la liste établie à cet effet que si un membre de l'OMC en fait la demande.

Toutefois, ces propositions ont suscité des préoccupations de plusieurs pays en développement (pays du tiers monde) qui ne voient pas la nécessité d'inclure les AEM dans l'article XX du GATT / 1994. Ils ont constaté que cette inclusion accorderait à l'OMC une suprématie non justifiée par rapport aux AEM. Ils ont également indiqué que l'établissement d'une liste des AEM risque d'exclure d'autres accords environnementaux qui font autorité sur le plan international. Enfin les pays en développement ont estimé qu'un respect des mesures positives des AEM par les pays développés s'avère nécessaire avant d'entamer tout examen de l'article XX du GATT / 1994.

On entend par mesures positives celles relatives à l'aide financière dont les pays en développement ont besoin pour mettre en œuvre des programmes nationaux d'application des conventions internationales en vue de protéger l'environnement. Il s'agit également du transfert de technologie écologiquement saine vers ces pays, du développement de leur capacité humaine et législative en matière d'environnement ainsi que de l'amélioration de l'accès aux marchés. Cette amélioration consiste à accorder un traitement favorable aux produits en provenance des pays en développement pour avoir un accès libre aux marchés des pays développés et sans faire face à des obstacles techniques sous couvert de la protection d'environnement. Enfin les pays en développement ont besoin d'être compensés pour les coûts de mise en conformité qu'ils ont consentis pour respecter leurs obligations internationales. Le Zimbabwe qui ne peut exporter l'ivoire d'éléphant au-delà du quota qui lui est accordé par la Convention sur les espèces sauvages menacées d'extinction se trouve avec une perte annuelle de 12 millions de dollars. La Colombie et l'Inde ont, par exemple, besoin de plusieurs milliards de dollars pour adapter leurs usines et installations, déjà opérationnelles, au Protocole de Montréal pour réglementer la consommation des substances du chloro fluo carbone (CFC) responsable de l'appauvrissement de la couche d'ozone. D'où la nécessité de prévoir des traitements favorables pour les pays en développement dans d'autres secteurs tels que le transfert de technologie saine à des prix raisonnables, la promotion des investissements qui respecte l'environnement et l'aide aux petites et moyennes entreprises nationales. Ceci permettra à ces pays de compenser

(suite à la page 13)

Les mesures commerciales (suite de la page 12)

les pertes qu'ils ne cessent de subir du fait de l'application des Accords environnementaux multilatéraux (voir le document détaillé préparé à cet effet par la CNUCED sous la cote :TD/B/WG.6/10 pages 25 et 26).

En conclusion le rapprochement entre les mesures commerciales prises dans le cadre des Accords multilatéraux de l'environnement (AEM) et les dispositions du système du commerce multilatéral dans le cadre de l'article XX du GATT semble dans le futur proche inaccessible.

Il est à reconnaître que l'introduction des mesures commerciales des AEM dans cet article (XX) constituera une approche déséquilibrée et isolée si ces mesures ne sont pas accompagnées parallèlement par un engagement de la part des pays développés de respecter les mesures positives prévues par ces accords; faute de quoi, les pays en développement ne seront jamais en mesure de générer des ressources pour lutter contre la pauvreté et contribuer à la protection de l'environnement et ainsi au développement durable.

C'est pour pouvoir apporter une solution à ce problème qu'un symposium de haut niveau sur le commerce et l'environnement s'est tenu à Genève les 15 et 16 mars 1999. Il a eu lieu au siège de l'OMC à Genève et a été ouvert aux pays membres de cette Organisation, aux chercheurs, au secteur privé et aux organisations non gouvernementales (Associations à vocation environnementales).

Cet article est l'extrait d'une Conférence que l'auteur a donné devant les étudiants de Doctorat à la faculté de Droit de Lyon Université de Jean Moulin en France.

Des considérations relatives aux impacts sur le commerce bloquent le protocole relatif à la prévention des risques biotechnologiques

En dépit de négociations qui se sont déroulées sans relâche, les délégués n'ont pas été en mesure de conclure le Protocole relatif à la prévention des risques biotechnologiques à Cartagena, en Colombie, lors de leur sixième réunion du 14 au 23 février. La session a été suspendue quand il est devenu apparent qu'aucun compromis n'était possible entre le Groupe de Miami regroupant six exportateurs de premier plan de produits agricoles et biotechnologiques et d'autres pays. Les délégués ont convenu de reprendre les pourparlers au plus tard à la Cinquième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, actuellement prévue pour se tenir en mai 2000.

Le Protocole relatif à la prévention des risques biotechnologiques doit être un accord annexe au titre de la Convention sur la diversité biologique. Dans le texte de projet, l'objectif du Protocole est 'de contribuer à assurer un niveau adéquat de protection dans le domaine du transfert, de la manipulation et de l'utilisation en toute sécurité des organismes vivants modifiés (OVM) résultant de la biotechnologie moderne qui peuvent avoir des effets négatifs sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant compte des risques pour la santé humaine, et plus spécialement en mettant l'accent sur les mouvements transfrontières'. Toutefois, il n'y a pas eu de consensus même sur l'objectif, tout particulièrement en ce qui concerne la référence à la santé humaine. En outre, les Parties n'ont pas pu se mettre d'accord sur les 'organismes vivants modifiés' ou OVM devant être couverts par le Protocole.

Champ du protocole

L'élément central du futur Protocole doit être une procédure d'accord préalable en connaissance de cause, qui exigera que les expéditions d'OVM soient notifiées au gouvernement destinataire et que ce dernier les accepte. Les pays conviennent que les semences génétiquement modifiées destinées à être plantées et d'autres OVM qui seront disséminés dans l'environnement rentrent dans le champ du traité, mais ces pays sont en total désaccord pour déterminer quels autres organismes modifiés ou 'produits de ceux-ci' devraient être soumis à la procédure d'accord préalable en connaissance de cause.

Les plus grands exportateurs de produits agricoles du monde – le 'Groupe de Miami' qui regroupe les Etats-Unis, l'Australie, le Canada, l'Argentine, le Chili et l'Uruguay – soutiennent que la procédure de l'accord préalable en connaissance de cause ne devrait s'appliquer qu'aux organismes vivants modifiés destinés à être délibérément disséminés dans l'environnement. Outre son insistance sur la compatibilité avec l'OMC, c'est l'obstination du Groupe de Miami à exclure de la procédure de l'accord préalable les organismes 'destinés à l'utilisation directe comme aliment à usage humain, comme aliment pour les animaux, ou à la transformation' qui a provoqué l'arrêt des négociations.

De nombreux pays en développement, sous l'égide de l'Éthiopie, veulent que le traité couvre les céréales et les graines oléagineuses génétiquement modifiées destinées à la consommation plutôt qu'à être plantées et qu'il prenne en compte, d'une façon ou d'une autre, les produits d'OVM transformés. Théoriquement, ceux-ci pourraient comprendre des produits agricoles de base, des produits alimentaires contenant des huiles provenant de soja ou de graines de colza génétiquement modifiées, des textiles tissés à partir de coton génétiquement modifié et des produits pharmaceutiques contenant des éléments génétiquement modifiés. L'Union européenne a pris une voie médiane, en préconisant que les produits OVM – mais non les produits 'non vivants' tels que la farine – devraient être couverts par le Protocole.

La majeure partie des pays en développement souhaite que le Protocole comprenne des dispositions relatives au risque et à la compensation lorsque les mouvements transfrontières des OVM causent des préjudices à la diversité biologique ou à la santé humaine. La plupart des délégués conviennent, toutefois, que si l'on veut que le Protocole démarre d'ici l'année prochaine, il faudrait laisser de côté les dispositions relatives aux risques, avec peut-être un accord en vue de développer de telles réglementations beaucoup plus tard dans les années à venir. La Convention de Bâle a suivi cette approche, mais six ans de négociations n'ont pas suffi pour que l'on parvienne à un accord annexe sur les risques et la compensation.

Compatibilité avec l'OMC

Le Groupe de Miami a été le partisan le plus fervent pour soutenir une disposition exigeant des Parties au Protocole qu'elles prennent, en ce qui concerne les importations d'OVM, des décisions 'compatibles avec leurs autres obligations internationales' (article 31). Une telle disposition pourrait être utilisée pour contester les mesures prises au titre du Protocole par les Parties qui sont également membres de l'OMC, tout particulièrement concernant les mesures qui sont en violation de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS). Cette 'clause de sauvegarde de l'OMC', ont estimé ses opposants, donnerait aux règles commerciales internationales une trop grande emprise sur les objectifs environnementaux du Protocole relatif à la prévention des risques biotechnologiques. Ils ont exprimé la crainte que les exportateurs n'aient recours à l'Accord SPS – qui exige que les mesures commerciales liées à la santé ou à l'environnement ne soient 'pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis' et qu'elles reposent sur des 'principes scientifiques solides' – pour restreindre leur capacité à appliquer le 'principe de précaution', c'est-à-dire le droit de réduire ou d'interdire les importations d'OVM pour protéger la diversité biologique ou la santé humaine, en l'absence de certitude scientifique quant à leurs effets négatifs potentiels.

L'Union européenne a introduit une proposition de compromis, qui aurait annulé l'article 31, mais qui contenait un paragraphe de préambule exigeant que la mise en œuvre du Protocole et d'autres obligations internationales 's'appuient mutuellement' plutôt que d'être 'compatibles'. L'UE a également proposé de finaliser la majeure partie du Protocole à Cartagena, mais de laisser la question du champ de la procédure d'accord préalable pour une future réunion de haut niveau. Tout en estimant que la proposition de l'Union européenne affaiblirait sérieusement le principe de précaution, les pays en développement étaient prêts à l'adopter. Toutefois, le Groupe de Miami ne pouvait accepter l'affaiblissement du lien entre le Protocole et les règles commerciales mondiales. Expriment des objections au traitement de plusieurs dispositions dans la proposition de l'Union européenne – y compris

(suite à la page 14)

(Prévention des risques biotechnologiques (suite de la page 13))

L'objectif et les relations avec les non-Parties et avec d'autres accords internationaux – le Canada a demandé la suspension de la réunion.

Étiquetage

Les pays sont également en désaccord sur les exigences d'étiquetage pour les produits contenant des OVM ou des traces d'OVM. La question est actuellement en cours de débat au Comité sur les barrières techniques au commerce de l'OMC en raison de la Réglementation 1139/98 de l'Union européenne qui exige que les produits alimentaires contenant du maïs ou du soja génétiquement modifié soient étiquetés en conséquence. Les États-Unis, tout particulièrement, soutiennent que cet étiquetage n'est pas nécessaire parce que les produits sont sûrs et que les analyses pour détecter des traces d'ADN modifié seraient exagérément coûteuses et compliquées. Cette exigence, soutiennent les membres du Groupe de Miami, nécessiterait, en fin de compte, que le blé ou le soja génétiquement modifié soit séparé des récoltes ne contenant pas d'OGM durant la culture, le transport et toute autre production industrielle consécutive. Aucun des principaux producteurs de cultures OGM ne les stocke actuellement séparément des autres cultures, et adopter une telle pratique entraînerait des coûts inutilement élevés.

S'exprimant juste deux jours après l'effondrement des négociations, le Sous-secrétaire d'état aux Affaires Internationales (US Under-Secretary of Global Affairs), Stuart Eizenstat, a mis l'accent sur le fait que le Protocole relatif à la prévention des risques biotechnologiques devait traiter de la question de la diversité biologique, et non de l'innocuité des aliments. Nous avons convenu qu'il devait y avoir une information préalable et un certain nombre d'autres choses, en ce qui concerne les semences qui sont disséminées dans l'atmosphère, le poisson pour la pisciculture, - choses qui peuvent affecter la question de la diversité biologique. Mais au lieu de cela, la question de l'innocuité des aliments s'est greffée sur tout cela et il y a eu un effort pour étiqueter littéralement tous les produits, ce qui aurait été difficile à gérer et aurait retardé ou bloqué des centaines de millions de dollars d'échanges, pour des raisons n'ayant aucun rapport avec l'hygiène alimentaire, et nous aurait entraîné dans un flot de paperasserie.

Les ONG du Sud préconisent un moratoire sur la clause des ADPIC relative à la diversité biologique

Les membres de la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC) ont organisé un atelier en mars pour élaborer une position commune concernant le réexamen de l'article 27.3(b) de l'Accord sur les aspects de la propriété intellectuelle touchant au commerce (Accord sur les ADPIC), qui a trait à la brevetabilité du vivant. Les pays en développement ont jusqu'à janvier 2000 pour se conformer aux obligations au titre des ADPIC, en vue de protéger les droits des sélectionneurs de nouvelles variétés végétales.

L'article 27.3(b) de l'Accord sur les ADPIC demande aux membres de l'OMC de protéger la propriété intellectuelle sur les variétés végétales soit par des brevets, soit par un système *sui generis* efficace, soit par une combinaison de ces deux moyens. Dans le cadre du cycle d'Uruguay, les membres de l'OMC ont convenu de réexaminer l'article 27.3(b) en 1999 – en avance sur la date limite de mise en œuvre pour les pays en développement.

Des ONG du Nord comme du Sud ont critiqué les efforts déployés jusqu'ici pour le réexamen et ont appelé à un moratoire sur la mise en œuvre de l'article 27.3(b) « en attendant que l'on ait procédé à un réexamen substantiel – dont les modalités doivent être déterminées de façon ouverte et transparente, et acceptées par le Sud », déclare un communiqué conjoint émanant d'une coalition d'ONG basées dans le Sud.

Ces groupes notent que les pays en développement subissent des pressions pour adopter la Convention internationale de 1991 pour la protection des obtentions végétales (UPOV 1991) comme mécanisme devant leur permettre de remplir leurs obligations au titre de l'article 27.3(b). Ils soutiennent que le réexamen de cet article n'a effectivement pas tenu compte, jusqu'ici,

d'autres méthodes de mise en conformité (par exemple les systèmes *sui generis* découlant de la Convention sur la diversité biologique, ou les impératifs légaux nationaux tels que la justice sociale et les droits des communautés). En outre, selon Renee Vellve de la Genetic Resources Action International (GRAIN) : « Non seulement les ONG mais encore de nombreux scientifiques, juristes et décideurs, du Nord et du Sud, sont fortement convaincus que le système de l'UPOV (Union de la Protection pour les Obtentions Végétales) ne convient pas aux conditions qui prévalent dans les pays en développement [par exemple eu égard aux droits des agriculteurs contre les droits des multinationales, ou eu égard à l'agriculture durable] ».

« Les pressions exercées sur les pays en développement pour qu'ils adhèrent à l'UPOV comme moyen de respecter l'article 27.3(b) des ADPIC sont une tentative d'éluder et d'affaiblir le processus de réexamen à l'OMC » a déclaré Cecilia Oh de Third World Network. « Le groupe de l'ASEAN au Conseil des ADPIC a demandé que l'OMC procède à un réexamen sérieux et approfondi de la disposition de l'article 27.3(b) même. Toutefois, des pays tels que les États-Unis souhaitent réduire le réexamen à un échange inutile d'informations sur la mise en œuvre », a-t-elle ajouté.

Aux Philippines, une association nationale d'agriculteurs et de scientifiques a préconisé que la diversité biologique soit exclue de l'Accord sur les ADPIC. Selon une déclaration du groupe MASIPAG : « Les agriculteurs gèrent les ressources génétiques des pays en tant que ressources de la population. Nous sommes également des innovateurs. Les droits de propriété intellectuelle sont contre les agriculteurs, contre la biodiversité et sont immoraux ». « L'option de l'UPOV ne convient pas à l'Inde » a déclaré Ashish Kothari de Kalpavriksh, une ONG basée en Inde. « Elle ne protège que les intérêts du secteur formel des semences et ignore les intérêts et les droits de millions d'agriculteurs qui sélectionnent et développent des semences depuis des milliers d'années ».

Dans une déclaration publiée cette année, South Asian Network on Food, Ecology and Culture (SANFEC) a également demandé l'exclusion de la diversité biologique de l'Accord sur les ADPIC. Selon une déclaration de la SANFEC : « Nous avons vraiment besoin de droits de propriété intellectuelle régis par l'OMC ; mais nous avons besoin de droits qui soutiennent les agriculteurs ainsi que les communautés locales et autochtones dans leurs efforts pour conserver et rehausser la diversité biologique ».

Au cours de l'atelier de la SADC, les participants ont convenu que la SADC et l'OUA (Organisation de l'unité africaine) travailleraient ensemble sur cette question. L'OUA est déjà en train de préparer une position africaine commune sur le réexamen en 1999 de l'article 27.3(b) des ADPIC, avec comme mandat de protéger les droits des communautés locales comme première préoccupation pour l'Afrique.

Il serait bon de noter que la Chine, le Kenya, le Brésil et le Panama ont adhéré, début avril, à l'UPOV 78 (accord précédant l'UPOV 1991).

L'étiquetage des produits alimentaires OGM en retard pour un an

Les divergences sur les OGM étaient encore profonde le mois dernier lorsque le Comité Codex d'Étiquetage des produits alimentaires, une branche de la Commission Alimentaire Codex des Nations Unies qui fixe les normes alimentaires mondiales, ne parvint pas à conclure un accord sur les règles d'étiquetage pour les produits alimentaires contenant des organismes génétiquement modifiés. Les 53 pays participant à la réunion du 27 au 30 avril à Ottawa n'ont pu obtenir que la création d'un nouveau groupe de travail chargé de faire une proposition qui sera examinée à la prochaine réunion annuelle du comité prévue au printemps de l'an 2000. Les discussions des mois derniers butaient sur le désaccord entre l'UE et les USA sur un projet de proposition d'étiquetage obligatoire de tous les produits alimentaires transformés contenant des OGM. Ceci est la deuxième année consécutive que le Comité d'Étiquetage Codex des Produits Alimentaires échouait

(suite à la page 15)

L'étiquetage des produits alimentaires (suite de la page 14)

dans sa tentative de trouver un accord et cause ainsi à l'accord d'étiquetage global des OGM une autre année de retard.

Codex était mis sur pied par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F.A.O.) et l'Organisation Mondiale de la Santé en 1962 pour recommander des normes minimales sur la sécurité alimentaire que tous les pays doivent suivre. Les membres de l'OMC citent les normes de Codex dans les accords relatifs aux produits alimentaires tels que l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires. Alors que les règles du Codex sont d'habitude ignorées dans la presse dominante, le comité d'étiquetage des produits alimentaires du Codex a fait l'objet de beaucoup d'attention parce que l'étiquetage figure en bonne place dans les différends commerciaux entre l'UE et les USA, notamment sur l'embargo de l'UE sur les importations de boeuf traité aux hormones et sur les restrictions de l'UE sur les importations de maïs et de soja OGM.

L'UE est favorable à l'étiquetage obligatoire de produits alimentaires manufacturés contenant des OGM. Les consommateurs de l'UE sont favorables à l'étiquetage OGM comme un outil pour choisir en connaissance de cause son alimentation par rapport aux préférences de sécurité et de pureté alimentaires. Les officiels américains rétorquent que l'approche de l'UE n'est pas pratique et n'est pas garantie - quand ils disent que les produits OGM sont substantiellement les mêmes que les produits non OGM par rapport à leur valeur nutritive et ne contiennent ni des éléments toxiques ni allergiques.

Dans le même temps, ceux qui sont favorables à l'étiquetage OGM disent que les consommateurs veulent avoir le droit de choisir en connaissance de cause les produits alimentaires qu'ils mangent. " Dans plusieurs parties du monde des voix expriment leurs inquiétudes à ce sujet sur des bases environnementales, religieuses et éthiques, alors des étiquettes doivent être fournies pour permettre aux personnes de faire des choix appropriés, " lança à la Commission Codex à Ottawa un porte parole de Consumers International, qui représente 246 organisations consoméristes de 110 pays.

Réunion de haut niveau de l'OMC (suite de la page 2)

a averti que le système du commerce international traverserait une 'crise de légitimité' à moins qu'il ne prenne en compte les aspirations légitimes de la société civile, tout particulièrement celles des pays en développement.

Selon Vandana Shiva, de la Research Foundation for Science, Technology and Ecology, la diversité biologique offrait l'exemple le plus évident du manque de synergies, particulièrement à la lumière de l'Accord sur les ADPIC et de l'échec des négociations sur le Protocole relatif à la prévention des risques biotechnologiques à Cartagena. De nombreuses ONG ont adhéré à ses points de vue, parmi lesquelles Friends of the Earth, Greenpeace et ENDA-Tiers Monde.

Au niveau gouvernemental, la session sur les synergies s'est fait l'écho des discussions du Comité du Commerce et de l'Environnement (CCE) sur les avantages environnementaux de la suppression des distorsions au commerce. De façon prévisible, de nombreux pays ont exigé que les négociations à venir accordent la priorité aux solutions 'où chacun trouve son compte' - *win-win solutions*, telles que la réduction/suppression des subventions à l'agriculture et à la pêche, et plus particulièrement, des subventions aux exportations. Leurs déclarations ont largement reflété les positions de négociations énoncées antérieurement : les Groupes de Cairns des exportateurs agricoles, les Etats-Unis et le Canada, par exemple, ont fortement insisté sur les subventions agricoles, et l'Islande, la Nouvelle Zélande, les Philippines et les Etats-Unis ont mis l'accent sur le fait que les prochaines négociations devaient prendre en compte les subventions à la pêche. Selon le Danemark, les Membres de l'OMC devaient rechercher des solutions 'où chacun trouve son compte' - *win-win-win solutions* - où la libéralisation des échanges non seulement rehausserait la protection de l'environnement, mais encore améliorerait le développement économique et social dans les pays en développement. Un certain nombre de pays développés et

en développement ont identifié la libéralisation du commerce de biens et de services environnementaux comme une autre solution satisfaisante pour tous - *win-win solutions*.

World Wildlife Fund-USA a apporté un soutien fort à la réduction des subventions à la pêche, alors que Sierra Club Canada a averti qu'il fallait, parmi les subventions, distinguer celles qui favorisent les objectifs des Accords environnementaux internationaux ; et l'Institute for Agriculture and Trade Policy a déclaré qu'un nouveau cycle de négociations agricoles était peut-être prématuré car les gouvernements avaient encore besoin de réexaminer leurs politiques en matière de subventions dans la perspective du développement durable.

Cohérence des politiques : Les gouvernements, ainsi que les organisations non-gouvernementales et intergouvernementales, ont presque unanimement préconisé une plus grande cohérence entre les politiques monétaires et les politiques commerciales internationales. 'Le commerce n'est pas une force autonome agissant dans le vide' a déclaré Rubens Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED, soulignant que la propagation de la crise financière asiatique avait mis en évidence la nécessité 'd'une nouvelle architecture financière'. Il a suggéré qu'il n'était pas raisonnable 'de refuser obstinément de reconnaître qu'il y a quelque chose de faussé dans le système lui-même', quand des éléments significatifs du monde en développement avaient vu les fruits de décennies de croissance économique et de réduction de la pauvreté s'évaporer en l'espace de quelques semaines. Alec Erwin, Ministre du Commerce et de l'Industrie de l'Afrique du Sud, a préconisé que l'allègement de la dette et les réformes des politiques financières soient traités simultanément avec les négociations commerciales.

Questions transversales : les ADPIC

Certaines questions, telles que le réexamen de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) ont été communes aux deux réunions. En règle générale, les pays en développement ont eu le sentiment que durant le cycle d'Uruguay, ils avaient été contraints d'accepter un traité qui les désavantageait considérablement. Le Professeur Srinivasan de Yale University, a appelé les pays en développement à œuvrer à exclure totalement les ADPIC de l'OMC et à les faire plutôt relever de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). L'Inde a souligné la nécessité de concilier les dispositions des ADPIC relatives à la protection des variétés végétales et des formes de vie avec celles de la Convention sur la diversité biologique, qui dispose que les avantages découlant de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique doivent être répartis de façon équitable entre ceux qui conservent les ressources et ceux qui les exploitent commercialement.

De nombreux pays en développement ont appelé à une révision des dispositions des ADPIC relatives aux produits et aux technologies écologiquement rationnels. Selon l'Inde, l'objectif de disséminer ceux-ci pourrait être réalisé 'soit en réduisant la durée de validité des brevets, soit en imposant aux titulaires de propriété intellectuelle l'obligation de vendre ces technologies et ces produits à des conditions raisonnables à toute partie intéressée qui a une obligation de les adopter sous le droit national d'un autre pays ou du droit international'.

Transparence et participation de la société civile

Les points de vue des gouvernements sur la participation publique à l'OMC ont été sans surprise. Les Etats-Unis ont déclaré qu'ils poursuivaient leurs efforts pour atteindre un consensus sur la levée des restrictions frappant les documents et sur l'ouverture des sessions des groupes spéciaux de règlement des différends et de l'Organe d'appel aux observateurs de la société civile (y compris ceux du secteur privé), et pour promouvoir le droit des ONG à présenter aux groupes spéciaux des interventions désintéressées. Les Etats-Unis ont également appelé à un forum ou à un comité consultatif élargi de la société civile pour 'fournir une contribution régulière et continue en vue d'aider à orienter l'évolution future de l'OMC'. Le Canada, la Nor-

(suite à la page 16)

Réunion de haut niveau de l'OMC (suite de la page 15)

vège et plusieurs pays membres de l'Union européenne ont également mis en lumière l'importance qu'ils attachaient à rehausser la responsabilité de l'OMC. 'Pour avoir une certaine légitimité, le système commercial doit également bénéficier de notre appui et de notre compréhension, en notre qualité d'experts et non experts,' a déclaré Sir Leon Brittan, ajoutant que l'Union européenne devait s'activer à 'avancer des idées pour accroître la transparence.'

Le Brésil, la Bolivie et l'Inde ont souligné qu'il revenait aux gouvernements de veiller à ce que les vues de tous les citoyens soient prises en compte dans l'élaboration de la politique commerciale. La Colombie a qualifié le gouvernement 'd'expression la plus pure de la société civile' et l'Inde a déclaré 'qu'au vu de la nature contractuelle de l'OMC concrétisant les relations juridiques entre des gouvernements souverains, il n'y avait pas lieu que les ONG ou la société civile jouent un rôle direct ou indirect dans des domaines tels que les négociations ou la procédure de règlement des différends. Toutefois, nous sommes prêts à envisager de mettre des renseignements à la disposition de la société civile par une mise en distribution générale rapide des documents ou par des mesures de ce type adoptées par consensus au sein de l'OMC'. L'Egypte et Cuba ont déclaré qu'ils soutiendraient l'octroi aux ONG d'un statut d'observateur au Comité du commerce et de l'environnement, à la condition que ceci puisse se faire de façon à ne pas modifier le caractère contractuel de l'OMC. Le Japon doute que les ONG soient réellement représentatives des pauvres ou des consommateurs dans leur ensemble.

Un grand nombre d'organisations de la société civile ont déclaré que l'OMC devait être plus sensible à leurs préoccupations. David Runnals de l'IISD (International Institute for Sustainable Development) a proposé la création d'un groupe de parties prenantes multiples pour conseiller le Directeur général de l'OMC, ainsi que l'établissement d'une conférence permanente sur le commerce et l'environnement, regroupant des représentants tant des gouvernements que de la société civile. Selon la Hongrie, la proposition mérite d'être débattue mais en raison de l'ordre du jour chargé de l'OMC, le sujet pourrait être traité à la CNUCED.

Third World Network a qualifié l'OMC 'd'organisation internationale probablement la plus non transparente de toutes', entre autres parce que 'ses décisions clés sont élaborées au cours de réunions informelles' entre des délégations puissantes. Third World Network a également attiré l'attention sur la nécessité de diffuser auprès du public, au moins six mois avant que les décisions soient prises, toute proposition visant une modification des règles, ou tout nouvel accord/engagement 'afin que dans tous les pays, la société civile (y compris les groupes représentant les travailleurs, les affaires, les consommateurs, l'environnement, la santé et d'autres intérêts) ait pleinement l'opportunité de les étudier et d'influer sur leurs parlements et sur leurs gouvernements'.

Rôle du Comité du commerce et de l'environnement (CCE)

Concernant le rôle du comité, les Etats-Unis ont suggéré qu'en entamant le prochain cycle de négociations de l'OMC, 'il serait utile de fournir une instance où les membres de l'OMC pourraient identifier des liens entre les éléments de l'ordre du jour des négociations et l'environnement et en débattre'. Ces discussions pourraient avoir lieu au Comité du commerce et de l'environnement pour 'aider à assurer que ces liens reçoivent l'attention qu'ils méritent durant les négociations et aider les délégations à considérer ce qu'elles négocient à partir d'une perspective plus large'. Les Etats-Unis ont souligné que le Comité du commerce et de l'environnement 'identifierait des questions et en discuterait, mais qu'il ne devait pas tenter de parvenir à des conclusions ou de négocier ces questions au sein du Comité lui-même. Il devrait plutôt fournir un rapport de ses discussions aux membres et aux groupes de négociation pertinents'.

L'Inde a incité le CCE à se concentrer sur l'harmonisation de l'Accord sur les ADPIC avec la Convention sur la diversité biologique, l'accès aux marchés, le commerce des biens prohibés sur le plan interne ; et à garantir que des mesures commerciales unilatérales ne soient pas prises à titre individuel

par les pays 'imposant leurs valeurs et leurs normes environnementales à d'autres pays ayant des valeurs, des besoins, des normes et des priorités différents'. Le professeur Srinivasan de Yale University a appelé les Membres de l'OMC à en finir avec le CCE et à passer les discussions sur ce sujet au PNUE.

Règlement des différends

Un accès plus équitable au règlement des différends – un sujet fréquemment abordé dans les deux séminaires – a peut-être été la question préoccupant tant les pays en développement que les pays les moins avancés, et qui a mobilisé le plus de soutien de la part des pays développés. Nombre de ceux-ci ont souscrit à la proposition colombienne de mettre sur pied, pour les pays en développement, un Centre de conseil indépendant sur le droit de l'OMC, proposition pour laquelle la Norvège a déjà annoncé une contribution de 1 million de dollars. La Commission européenne a toutefois continué à préconiser la création d'une unité autonome au sein du Secrétariat de l'OMC pour accroître la capacité de ce dernier à 'fournir une assistance juridique cas par cas aux pays en développement, sans saper son impartialité.' Cette proposition n'a eu l'appui d'aucune autre délégation.

Pas de changement dans les positions de négociation

Outre ces trois thèmes, la plupart des gouvernements ont réitéré leurs positions déjà énoncées durant les sessions préparatoires du prochain cycle de négociations de l'OMC. L'Inde, le Pakistan, et l'Egypte ont fortement préconisé de limiter les négociations en vue d'une libéralisation des échanges à l'agriculture et aux services, et d'axer la majeure partie des pourparlers à venir sur la correction des déséquilibres dans les accords existants et dans leur mise en œuvre.

A cet égard, les pays en développement ont choisi les Accords sur l'agriculture, les textiles, les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce et l'antidumping, et aussi de réexaminer et de rendre opérationnelles les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement à travers tous les accords de l'Uruguay.

L'Union européenne, le Canada, le Japon et d'autres pays, ont soutenu que la seule façon de prendre en compte de manière adéquate les préoccupations des pays en développement était de les appréhender comme un tout. Dans ce contexte, l'Union européenne a déclaré qu'elle mettrait sur la table de négociation tous ses droits tarifaires industriels et a incité les pays en développement à adhérer au cycle de négociations pour prendre en compte leurs préoccupations en ce qui concerne le traitement spécial et différencié, les difficultés auxquelles ils sont confrontés pour mettre en œuvre les accords d'Uruguay, ainsi que pour corriger certains des déséquilibres à travers le réexamen des accords existants.

Conclusion

Les nombreux responsables de haut niveau des capitales et des missions à Genève qui ont participé aux réunions, tout comme le nombre record de déclarations prononcées lors des assemblées, ont témoigné de l'importance que les gouvernements accordaient aux symposiums. Bien que les réunions n'aient pas impliqué de négociations ou produit des conclusions finales, les quatre jours ont fourni aux conférenciers, aux gouvernements et aux participants de la société civile, une occasion d'exprimer une large gamme de points de vue. Néanmoins, deux éléments en particulier ont empêché les symposiums de haut niveau de réaliser pleinement leur potentiel : d'une part le fait que leurs thèmes, bien qu'inextricablement liés, aient fait l'objet de deux réunions distinctes au lieu d'une seule sur le développement durable ; et d'autre part, le calendrier des deux événements.

En présentant l'environnement essentiellement comme une priorité du Nord, et le développement fondamentalement comme une préoccupation du Sud, les réunions ont peut-être bien contribué à susciter une défiance mutuelle pour lier les objectifs de développement durable au système commercial

(suite de la page 17)

Réunion de haut niveau de l'OMC (suite de la page 16)

multilatéral. Pour surmonter les appréhensions à l'égard du protectionnisme vert et du recours à des mesures commerciales unilatérales et extra-territoriales à des fins de protection de l'environnement, les membres de l'OMC doivent prendre en compte les considérations environnementales dans le cadre plus large du développement durable qui inclut également des considérations structurelles telles que l'équité, le développement économique, l'amélioration de l'accès aux marchés et l'allègement de la pauvreté.

Les deux parties – et trop souvent, il s'est agi de parties – ont peut-être eu tendance à adopter des positions inflexibles parce que les deux événements ont eu lieu durant la période où l'ordre du jour des négociations post-2000 de l'OMC est en train d'être élaboré.

La grande majorité des interventions des gouvernements ont clairement constitué des déclarations de pré-négociations plutôt qu'un examen sans parti pris des différents intérêts. Comme avancée possible, Alec Erwin, Ministre sud-africain du commerce et de l'industrie a appelé la communauté internationale à 'démêler les divers objectifs des différentes négociations possibles dans le cycle à venir ou dans les années à venir.' Ainsi, le système financier mondial et l'allègement de la dette sont des sujets qui ne relèvent pas de l'OMC, mais ont toutefois besoin d'être traités simultanément avec les discussions portant sur le système commercial afin de réaliser l'objectif global de développement durable.

'Dans les objectifs d'ensemble de l'économie mondiale, nous aurons à traiter des questions fondamentales de l'équité systémique et de la viabilité de l'économie mondiale', a déclaré le Ministre Erwin. Ceci nécessiterait que l'on prenne en compte le travail et les droits du travail, le développement social et la protection de l'environnement. 'Ce sont des questions d'un intérêt commun mais si elles ne servent qu'à négocier un avantage dans l'intérêt commercial ou économique d'un groupe de pays au détriment de l'autre, nous commettrons l'erreur grave de ne pas réaliser un accord sur les aspects cruciaux qui sous-tendent l'existence même du système commercial mondial'

Les enjeux d'environnement et de développement (suite de la page 4)

thème environnemental pourrait s'avérer central dans l'ordre du jour du cycle du millénaire, même s'il est très conflictuel entre le Nord et le Sud. Le cas échéant, la question environnementale ne doit pas forcément susciter une opposition de la part des pays africains. D'abord parce que la gestion des ressources naturelles est une composante incontestée de leur développement durable. Ensuite, parce que le faible niveau d'industrialisation de leurs économies, comme le faible degré d'intensification de l'agriculture, offre une opportunité aux pays africains pour promouvoir des procédés de production plus respectueux de l'environnement.

Tout l'enjeu, pour les pays africains, consistera à participer activement, dans le cadre de la négociation, à la définition des instruments de régulation sous peine de subir une politique initiée par les autres parties prenantes. Or, force est de constater qu'en dépit de leur nombre, et de leur très large participation à la dynamique multilatérale, les pays africains ont faiblement pesé dans les négociations du cycle d'Uruguay. En octobre 1998, l'OMC comptait 132 membres dont 38 sur les 48 pays d'Afrique subsaharienne. Les Seychelles, le Soudan, le Cap Vert et l'Éthiopie bénéficient du statut d'observateur à l'OMC mais seuls les deux premiers sont candidats à l'adhésion. Les autres pays non-membres sont l'Erythrée, la Guinée équatoriale, le Libéria, Sao Tomé et Príncipe, la Somalie et la République démocratique du Congo. Les 15 pays des Caraïbes sont membres à l'exception des Bahamas. Aujourd'hui par exemple, pas plus d'une vingtaine de pays d'Afrique subsaharienne ont une représentation permanente à Genève.

Mais cela ne signifie pas que ces pays soient des membres actifs dans les négociations au sein de l'OMC puisque ces délégations représentent souvent leur pays auprès de toutes les organisations internationales présentes à Genève, et ne peuvent donc pas participer pleinement aux travaux des différents comités. De plus, lors du cycle d'Uruguay, les pays africains sont apparus le plus souvent divisés, même pour défendre des intérêts communs.

Afin d'améliorer l'efficacité de la participation du continent africain dans la négociation, quelques orientations de travail peuvent être avancées.

Évaluer les résultats des accords du cycle d'Uruguay et élaborer des propositions

Les pays africains qui veulent être actifs dans la négociation pourraient d'abord analyser l'impact de l'accord de Marrakech (et des autres conventions et traités internationaux) sur leur économie, notamment évaluer les effets des accords sur la compétitivité de leurs filières et sur l'accès aux marchés des pays développés. La plupart des données statistiques sur les échanges sont disponibles, auprès de la FAO, de la Cnuced, de l'OMC ou de la Banque mondiale. Mais la principale difficulté proviendra de l'analyse des conséquences de la libéralisation sur l'environnement, et le développement. Peu de données sont disponibles et trop peu d'études ont été entreprises sur ce thème.

En outre, comme nous l'avons vu, les pays africains se sont engagés dans des processus de libéralisation de leur économie dès le début des années 80. Les programmes d'ajustement structurel et la dynamique d'intégration régionale ont conduit à une libéralisation unilatérale puis régionale qui a largement anticipé la libéralisation multilatérale. Il est donc très difficile de distinguer les conséquences des accords du cycle d'Uruguay. Mais le travail doit être entrepris. La dynamique de la précédente négociation reposait sur des promesses, la suivante doit s'ouvrir sur un bilan.

La précédente négociation n'a pas tenu compte des besoins des pays africains. Ceux-ci devraient donc tenter d'élaborer des politiques d'environnement qui répondent à leurs besoins. En effet, si la négociation à l'OMC apparaît largement technique, elle se fonde, pour les pays actifs, sur une vision des intérêts qu'ils entendent défendre. Ce sont différents modèles qui s'affrontent. Reste aux pays africains à définir le leur.

Rechercher et consolider des alliances

Pour défendre leurs intérêts dans la négociation, les pays africains devraient s'allier entre eux et au niveau du groupe ACP si possible. Ces alliances auraient un double interdit : concentrer l'expertise encore trop limitée dans les domaines de la négociation et, bien sûr accroître leur pouvoir de négociations. Rappelons que le groupe ACP représente 55 des 132 membres de l'OMC. En dépit de ce nombre, le groupe ACP n'est pas dans un rapport de force favorable. Il faut donc constituer des alliances à l'échelle internationale. Ces alliances se négocient en fonction des positions tenues sur les différents domaines en négociation.

Une coopération entre l'Europe et le groupe ACP est envisagée dans la prochaine Convention de Lomé. Pourquoi ne pas lui donner un contenu dès maintenant ? L'Europe souhaite défendre son modèle agricole, les ACP doivent en élaborer un. Quels pourraient être les termes de la discussion pour une alliance ? Deux exemples à titre indicatif :

- accepter le principe de la préférence communautaire qui limite l'accès au marché européen en échange d'un régime modèle de subventions sur les exportations agricoles vers le groupe ACP.

Ce régime pourrait comprendre, d'une part, la prise en compte des niveaux de compétitivité des produits locaux ACP et, d'autre part, la garantie pour les pays à déficit vivrier d'un approvisionnement stable en prix, en quantité et en qualité.

- Défendre l'introduction de considérations autres que commerciales dans la négociation, telles que la sécurité alimentaire ou l'environnement. Des préférences commerciales pourraient ainsi être imaginées sur un certain nombre de produits sélectionnés, pour les pays ACP qui s'engageraient dans la voie du développement durable, par exemple via l'adhésion à des accords multilatéraux d'environnement.

- Dans les négociations commerciales qui vont s'engager des alliances doivent être faites avec l'Union européenne ou avec d'autres partenaires. Elles se construisent, sur la base de modèles à défendre. Reste à savoir lesquels?

Priorités africaines pour le débat sur commerce et environnement

Les participants au Séminaire régional de l'ICTSD sur le commerce et l'environnement pour les gouvernements et la société civile ont identifié cinq domaines d'intérêt pour les décideurs et la société civile africains, dans le contexte du système commercial multilatéral et de l'environnement. La table ronde, qui s'est tenue à Harare du 10 au 12 février 1999, conjointement avec le séminaire régional de l'OMC sur le commerce et l'environnement pour l'Afrique anglophone, avait pour but de fournir un apport spécifiquement régional à la prochaine réunion de haut niveau de l'OMC sur le commerce et l'environnement.

Au nombre des quelques cent participants, figuraient des représentants d'institutions non-gouvernementales, d'institutions académiques, des gouvernements, du Secrétariat de l'OMC, de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUCED) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

L'expérience africaine illustre de façon frappante le lien qui existe entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement. En Afrique sub-saharienne, les pauvres – en dépit de frugalité de leur modes de consommation – sont les principales victimes de la dégradation des terres, de la déforestation, de la perte de diversité biologique et de la contamination de l'approvisionnement en eau souterraine, ainsi que de la surpopulation et de la pollution urbaines croissantes.

Un participant a observé qu'une étude de l'Union européenne montrait que 50% des Européens accordaient une plus grande priorité à la protection de l'environnement qu'au développement ou à la croissance du PIB, mais que tout exercice similaire mené dans un pays en développement révélerait que 'le public porterait son choix sur le développement économique'.

Sur cette toile de fond, les nations africaines sont confrontées à la tâche particulièrement ardue de s'assurer que le commerce contribue à 'l'objectif du développement durable', comme ceci a été requis par le préambule de l'Accord de Marrakech. Dans de nombreux cas, l'allègement de la pauvreté peut apporter des avantages environnementaux plus palpables que les politiques qui visent effectivement la protection de l'environnement.

Les participants au séminaire ont reconnu qu'il était nécessaire d'accroître les réseaux pour influencer les négociations sur l'OMC, échanger les expériences, faire de la sensibilisation et rehausser la coopération régionale. En second lieu, il y a un besoin urgent de renforcer les capacités dans un certain nombre de domaines, y compris améliorer les compétences en matière de négociation, sensibiliser aux questions du commerce et de l'environnement, assurer une formation en matière de gestion et de commerce des espèces sauvages, développer des compétences en ce qui concerne les questions de commerce et de durabilité dans le contexte africain et renforcer les traités sous-régionaux sur le commerce et l'environnement.

Une autre priorité majeure est la coordination des politiques et des positions africaines. Les pays africains devraient pousser au renforcement des mécanismes de règlement des différends dans les accords environnementaux multilatéraux et promouvoir une coordination des politiques entre ces accords et l'OMC, mais devraient également appuyer le principe des 'pratiques les moins restrictives' de l'OMC et s'opposer aux amendements à l'article XX du GATT et aussi dénoncer les mesures commerciale unilatérales et extra-territoriales.

Les participants au séminaire ont estimé qu'il était particulièrement important d'utiliser pleinement les compétences de la société civile dans les affaires touchant au commerce et à l'environnement car de nombreux pays africains ne disposent ni de ces compétences, ni des ressources pour les développer. Le secteur privé devrait également être impliqué dans l'élaboration des politiques commerciales et environnementales. Un mécanisme consultatif devrait être établi avec toutes les parties prenantes pour une meilleure formulation des intérêts africains dans les instances intergouvernementales.

Finalement, il ne faudrait pas sous-estimer l'importance de la recherche, du plaidoyer et de la diffusion de l'information. Il est particulièrement important d'informer le nord sur les priorités du sud en matière de développement durable et de clarifier les relations entre la libéralisation du commerce, la pauvreté et la dégradation de l'environnement.

Contacteur : Christophe Bellmann, ICTSD, tél : (41-22) 917-8492, fax : 917-8093, e-mail : cbellman@ictsd.ch

Conclusion du séminaire sur commerce international, environnement et développement: enjeux et perspectives pour le continent africain

A l'initiative de Solagral, une soixantaine de participants gouvernementaux et non gouvernementaux ainsi que du secteur privé africains et européens, se sont réunis du 6 au 8 avril autour du thème «Commerce International, Environnement et Développement: enjeux et perspectives pour le continent africain».

Les participants ont reconnu l'importance de la négociation commerciale qui s'annonce en l'an 2000 sera de nature bien différente des précédents cycles. Annoncée lors du cycle d'Uruguay, la négociation sur les politiques internes va se développer et la négociation sur les tarifs prendre moins de place. Le prochain cycle portera davantage sur les normes et sur les règles du jeu visant à encadrer la libéralisation des échanges de biens, de services et de capitaux.

Le fait que la négociation porte sur les règles est un élément stratégique pour les pays africains. Ils peuvent en effet, indépendamment de leur poids économique, prendre part aux négociations et influencer réellement celles-ci. Cet enjeu doit être compris à temps, sachant que les sujets des prochaines négociations à l'OMC ne seront pas arrêtés avant la Conférence Ministérielle de Seattle.

Le Séminaire a mis en évidence un certain nombre de préoccupations et problèmes majeurs:

- les droits de propriété intellectuelle : problématique de la brevetabilité du vivant; extension du régime des indications géographiques; reconnaissance des droits des agriculteurs; prise en compte des connaissances traditionnelles; demande d'assouplissement de la portée et durée du système de protection des droits

- les normes environnementales, écolabels et certification : impact des différents systèmes de certification et de normalisation sur l'accès aux marchés pour les produits africains (notamment la difficulté d'adhérer aux programmes de certification de la gestion forestière); compatibilité entre politique normative (organismes internationaux de certification) et engagements souscrits par les Etats au titre des accords de l'OMC; opportunité de définir des critères et indicateurs qui permettent d'accéder aux programmes, transparence dans les procédures et notifications, intérêt de développer une coopération régionale pour l'élaboration des normes.

- l'Accord agricole : recherche d'une plus grande cohérence entre politique commerciale et politique de partenariat/coopération; mise en cause du régime des soutiens agricoles (particulièrement les subventions); liens ténus entre agriculture et environnement, et référence à l'application du principe pollueur payeur aux activités agricoles; amélioration de l'accès aux marchés européens pour les produits transformés; prise en compte accrue des considérations autres que commerciales, notamment l'aspect "sécurité alimentaire".

- cohérence entre les objectifs et les politiques des institutions financières et commerciales internationales: OMC, Banque Mondiale et FMI.

- implication dans les nouveaux accords de libre échange, suite de l'Accord de Lomé.

(suite à la page 19)

Séminaire sur Commerce international, (suite de la page 18)

Recommandations

Réaffirmant la nécessité d'une plus large participation de l'Afrique dans les négociations internationales, et afin de renforcer les capacités de négociation des Etats africains dans le cadre de l'OMC et des Accords multilatéraux d'environnement qui font actuellement l'objet de discussions à l'échelle internationale (Protocole biosécurité de la Convention sur la biodiversité, Convention cadre sur les changements climatiques, etc.), les participants recommandent :

- la participation des pays africains à la conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Seattle, Etats-Unis, du 30 novembre au 3 décembre 1999, laquelle doit être préparée sans délai;

- la formation et le renforcement au niveau national, sous-régional et régional des compétences en matière de commerce et environnement, en particulier concernant les instruments économiques et juridiques de protection de l'environnement ;

- la mise en réseau des compétences africaines dans ce domaine et l'articulation avec d'autres réseaux déjà existant en Afrique (notamment en Afrique australe et Afrique du Nord) et dans d'autres régions du monde ;

- l'ouverture à la société civile du débat national sur les négociations internationales. Cela suppose de promouvoir sa capacité de lobbying afin qu'elle puisse pleinement jouer son rôle. Par conséquent, une attention toute particulière doit être accordée à l'information et à la sensibilisation, notamment des opérateurs économiques, des chercheurs, des leaders d'opinion, des représentants des organisations paysannes et des médias ;

- l'organisation, au niveau national et au niveau régional, de groupes de travail préparatoires pluri-institutionnels avec l'appui des organisations régionales telles que l'UEMOA, la CEMAC, la SADC, la CEDEAO...

- l'aménagement de mécanismes de concertation régionaux entre pays africains notamment dans le cadre des prochaines négociations. La renégociation de la Convention de Lomé pourrait constituer un tremplin pour une meilleure prise en compte du développement durable dans les négociations internationales.

- la recherche d'alliances avec d'autres pays défendant également la prise en compte de ces aspects dans les négociations internationales (Union Européenne, pays d'Asie...).

- la clarification des positions prises par la France et l'Union européenne sur un certain nombre de sujets clefs pour le développement économique et la préservation des ressources naturelles du continent africain, tels que la commercialisation des bois, la gestion des forêts et l'écocertification.

- que les pays africains inscrivent à l'ordre du jour des prochaines négociations commerciales multilatérales de l'OMC des sujets prioritaires pour l'avenir de l'Afrique tels que la sécurité alimentaire.

- d'organiser des ateliers nationaux africains de restitution des conclusions de ce séminaire en collaboration avec les différents ministères concernés - Ministère des Affaires étrangères, Ministère chargé du commerce extérieur, Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Agriculture des Pêche et des Forêts - et d'inviter le secteur privé, les scientifiques, les ONG et les autres organisations intéressées par le sujet du séminaire.

- que des dispositions nationales soient prises au terme de ces ateliers visant à élaborer des propositions défendant les intérêts offensifs des pays africains sur les sujets majeurs susmentionnés. Des ateliers nationaux doivent prendre le relais de cette initiative, en s'appuyant sur l'expertise présente et sa mise en réseau.

Contact : Stéphane Guéneau, Solagral (gueneau@ensam.inra.fr)

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PUENTES/PASSERELLES

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur pour l'appui qu'elle a fourni pour la publication de Passerelles et de Puentes.



BRIDGES Between Trade and Sustainable est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Chargée de publication : Anja Halle

Rédactrice associée: Caroline Dommen

Adresse: 13 chemin des Anémones
1219 Genève, Suisse

Tel: (41-22) 917-8492

Fax: (41-22) 917-8093

E-mail: ictsd@iprolink.ch



PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur: Nicolas Lucas

Chargée de publication: Mariá Amparo Albán

Adresse: Casilla 17-17-558

Quito, Ecuador

Tel: (593-2) 451-822/463-503

Fax: (593-2) 456-521

E-mail: ffla1@fulano.org.ec



enda-tiers monde

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable, l'édition en français de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois par ICTSD et ENDA-Tiers Monde.

Secrétaire Exécutif: Jacques Bugnicourt
Chargé de publication:

Taoufik Ben Abdallah

Adresse: B.P. 3370 Dakar, Senegal

Tél: (221) 821-70-37

Fax: (221) 822-2695

E-mail: syspro2@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn>

Les opinions exprimées dans les articles publiés dans *BRIDGES*, *PUENTES* et *PASSERELLES* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions de ICTSD, FUTURO latinoamericano et ENDA-Tiers Monde. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial par d'autres publications à la condition d'en citer l'origine et les auteurs.

SITE WEB ICTSD

<http://www.ictsd.org>

BRIDGES, *PUENTES* et *PASSERELLES* sont disponibles sur le site internet de ICTSD dans un format pdf et html.

BRIDGES Weekly Trade News Digest

Si vous désirez vous abonner à la revue hebdomadaire des nouvelles sur le commerce et l'environnement de ICTSD, vous pouvez envoyer un courrier électronique à : Majordomo@igc.apc.org. Ne remplissez pas la ligne objet. Dans le corps du texte, mentionnez: *suscribe tradedev*. La revue est disponible aussi sur le site internet de ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ICTSD.

Toutes les réunions de l'OMC ont lieu à Genève. Les dates peuvent changer. Veuillez contacter l'OMC pour confirmation.
Internet : <http://www.wto.org>. Tous les numéros de téléphone et de Fax de l'OMC commencent par (41-22) 739-
Seuls les numéros de postes sont donnés dans ce document.

Réunions de l'OMC en mai et juin

25 mai	Séminaire : la sécurité alimentaire et les questions d'exportations pour le 3ème millénaire. Managua Contacter Jerry Haar, tél : (1-305) 284-8967, e-mail : jhaar@miami.edu
26 mai	Conférence : du global au local : étudier les alternatives à la mondialisation. Londres. Contacter Ms. Renske van Staveren, International forum on food and agriculture, tél : (1-612) 870-3423, fax : 4846, e-mail : rvanstaveren@iatp.org
30 mai-1er juin	Réunion informelle des ministres de l'Agriculture préparatoire à la troisième conférence ministérielle de l'OMC. Dresde. Contacter Kristin Strupp-Hundenborn, Ministre Allemand de l'Agriculture, tél : (49)228-529-3707, fax : 228-529-4306
2 juin	Sous-comité sur les pays les moins avancés Contacter Lucie Giraud, OMC, tél : (41-22) 739-5075
4 juin	Comité de l'OMC sur le commerce et le développement. Contacter Chiedu Osakwe, tél : 5224, fax : 5774
4 juin	Groupe de travail de l'OMC sur les relations entre le commerce et l'investissement Contacter Mark Koulen, tél : 5224, fax : 5790
8-11 juin	Comité de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce. Contacter Vivien Liu, tél : 5455, fax : 5620
10-11 juin	Groupe de travail de l'OMC sur les interactions entre le commerce et les politiques de concurrence Contacter Robert Anderson, tél : 5198, fax : 5790
14 juin	Comité de l'OMC sur les règles d'origine Contacter Eki Kim, tél : 5584, fax : 5770
14-15 juin	Conseil de l'OMC sur le commerce des services Contacter A. Hamid Mamdouh, tél : 5435, fax : 5771
14-15 juin	Mise en oeuvre du protocole de Kyoto. Londres Contacter Philippa Challen, Royal Institute for International Affairs, tél : (44-171)957-5700
14-18 juin	Deuxième session du groupe d'experts sur les polluants organiques persistants. Vienne Contacter Jim Willis, UNEP Chemicals, tél : (41-22)979-9111, e-mail : jwillis@unep.ch
15 juin	Sous-commission de l'OMC sur les pays les moins avancés. Contacter Ingela Nilsson, tél : 5230, fax : 5774
16 juin	Organe de règlement des différends de l'OMC Contacter Paulo Barthel-Rosa, tél : 5095, fax : 5761
16-18 juin	Organe de suivi du secteur textile Contacter J. P. Lapalme, tél : 5223, fax : 5765
18 juin	Quatrième conférence annuelle de l'OMC sur la

résolution des conflits. Bruxelles.
Contacter Nick May,
tél : (44-0) 171-582-7567, fax : 793-8353,
e-mail : conferences@cameronmay.com

21-22 juin	Session spéciale du Conseil Général de l'OMC (préparation de la troisième Conférence Ministérielle) Contacter Peter Pedersen, tél : 5848, fax : 5460
21-23 juin	Atelier sur l'agriculture, le commerce et l'OMC. Genève. Contacter Sophie Murphy, tél : (1-612) 870-0453, fax : 870-4846, e-mail : smurphy@iatp.org
21-25 juin	Atelier sur la gestion des transactions et des risques juridiques dans une économie mondiale. Washington, D.C. Contacter Washington College of Law, tél : (1-202) 274-4075, fax : 274-4079, e-mail : spals@wcl.american.edu

Publications et Ressources

Atkinson, Jeff. 1998. Undermined - The impact of Australian mining companies in developing countries. Community Aid Abroad. Fitzroy

CUTS Centre for International Trade, Economics and Environment. 1998. Ratchetting Market Access. CUTS. Jaipur

Downes, David, 1999. Integrating Implementation of the Convention of Biological Diversity and the Rules of the World Trade Organization. IUCN Environmental Law and Policy Paper. IUCN/CIEL. Bonn

Dr Kees Jan Kuilwijk. World Trade Regulation Manual. Explications et analyses du régime commercial de l'OMC et de son utilisation afin de surmonter les barrières au commerce international

Dutfield, Graham. 1999. Intellectual Property Rights, Trade and Biodiversity: The Case of Seeds and Plant Varieties. IUCN. Gland

<http://www.wtoseattle.org/> - Le site internet du comité de pilotage de la troisième Conférence Ministérielle de Seattle

INZET. 1999. Civil Society Participation in a New EU-ACP Partnership. Report of a workshop held in January 1999. INZET. Amsterdam

Josette Beer-Gabel et Bernard Labat, la Protection Internationale de la faune et de Flore Sauvages, ISBN 2-8027-1212-8, 1999, 268 p., 1.680 BEF

McQueen, Matthew. 1999. The Impact Studies on the Effects REPA's between the ACP and the EU. ECDPM. Maastricht

OECD. 1999. OECD Observer N°216 - March 1999. Spotlight on biotechnology. OECD. Paris

Solagral. 1998. Gestion des ressources naturelles: droits de propriété, institutions et marchés. Solagral. Montpellier

South Centre. 1999. Issues Regarding the Review of the WTO Dispute Settlement Mechanism. Trade-related Agenda, Development and Equity Working Paper n°1. South Centre. Geneva

Sustainable Measures: Evaluation and Reporting of Environmental and Social Performance. Mai 1999. Edité par Martin Bennett and Peter James, Comprend tous les mots clés ayant trait au thème du développement durable. 416p. ISBN 1 874719 16 0. Faire la commande auprès de Greenleaf Publishing, 8GG, UK, Tel: (44-114) 282-3475; fax: 3476, commande par internet au site <http://www.greenleaf-publishing.com>

Thiébaud Flory: L'Organisation Mondiale du Commerce: Droit Institutionnel et Substantiel, ISBN 2-8027-1247-0, 1999, 276 p., 1.650 BEF

WTO. 1999. List of NGO Position Papers Received by the Secretariat before 29 March. WT/INF/12. WTO. Geneva